

***l'Anti*capitaliste**

n°321 | 28 janvier 2016 — 1,20€

Illustration : madamaire du NPA ~ www.NPA2009.org

30 janvier

4 février

Etat d'urgence

MOBILISATION!

Criminalisation

Dossier

L'INTERNATIONALE DES MARCHANDS D'EAU

Pages 6 et 7

ÉDITO

Nous sommes touTEs des habitantEs de Notre-Dame-des-Landes!
Page 2

PREMIER PLAN

Code du travail: la mise à mort? Page 3



ACTU INTERNATIONALE

Tunisie: les six jours qui ont de nouveau fait trembler l'ordre néocolonial

Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Philippe Wannesson après la manifestation de Calais

Page 12

DR



édito

Par CHRISTINE POUPIN

Nous sommes touTEs des habitantEs de Notre-Dame-des-Landes!

Onze familles sont condamnées à être expulsées des maisons et des terres où elles vivaient pour certaines depuis des générations. Huit d'entre elles ont un délai de deux mois jusqu'au 26 mars, mais pour les autres et pour les quatre fermes, l'évacuation peut intervenir n'importe quand. Ce jugement est révoltant, mais en refusant l'astreinte financière de 200 à 1000 euros par jour réclamé par AGO (Aéroport du Grand Ouest... une filiale de Vinci), il remet la décision directement dans les mains du gouvernement. C'est à lui de choisir d'entamer, ou non, l'épreuve de force. C'est à lui de décider de faire procéder aux expulsions, en sachant qu'il se heurtera à une résistance déterminée, organisée, unie, et extrêmement populaire dans la région, le pays et au-delà. Le pari est risqué, il s'y est déjà fracassé à l'automne 2012 quand il avait voulu vider la ZAD par la force.

Cette résistance tient en échec le projet depuis 40 ans. Elle refuse de céder devant bétonnage et le profit, s'oppose aux élus de droite ou socialistes dévoués au productivisme, acquis au toujours plus grand, plus vite, plus polluant. C'est une lutte pour les terres agricoles, pour la biodiversité, pour des emplois durables et une vraie démocratie. Une lutte contre l'aéroport et son monde, celui du capitalisme. Le combat de toute une population, unissant paysanNEs et habitantEs, mêlant les générations et les façons de lutter. Une lutte qui en elle-même est un superbe démenti au slogan des tenants de l'ordre capitaliste selon lesquels il n'y aurait pas d'alternative.

Les manifestations, à Nantes et ailleurs au cours des dernières semaines, ont montré que malgré la répression, la détermination est intacte. Un nouveau rendez-vous est donné sur la ZAD ce week-end, et une grande manifestation appelée le 27 février.

Valls et Hollande pensent qu'ils peuvent nous infliger défaite sur défaite sur tous les terrains, ajouter la régression démocratique à la régression sociale, parader à la COP21 et encourager les pires projets destructeurs... Montrons-leur qu'ils se trompent! Pour le bocage et celles et ceux qui y vivent, pour les vaches et le campagnol amphibie, pour les salariés de l'actuel aéroport, pour nos vies qui vaudront toujours plus que leurs profits, touTEs ensemble, nous garderons Notre-Dame-des-Landes!

BIEN DIT

C'est un crime racial. (...) Flint est une ville très pauvre, avec une majorité d'Afro-Américains, et le gouverneur républicain du Michigan, Rick Snyder, sait qu'ils n'ont pas de pouvoir politique, pas de lobbyistes, pas d'argent. Et ils n'ont pas voté pour lui. Alors, quand les gens de Flint (...) se sont plaints du taux de plomb dans leur eau, et ont expliqué à leur gouverneur que leurs enfants étaient malades – il y a de cela deux ans! –, il ne s'est pas senti obligé de les écouter.

Le réalisateur MICHAEL MOORE, dans une tribune publiée dans *Time Magazine*, à propos du scandale de l'eau empoisonnée au plomb dans sa ville natale, Flint

À la Une

Contre l'état d'urgence et la criminalisation, mobilisation!

Ce lundi 25 janvier a été une sinistre illustration de la politique des Hollande-Valls-Macron-El Khormi...

Pour commencer, face aux infâmes images de propagande diffusées par Daesh, Hollande a annoncé l'intensification des bombardements criminels en Syrie. En fin de matinée, Valls dévoilait le rapport Badinter prévu comme préambule d'un code du travail vidé de toutes contraintes pour les employeurs. Enfin, un jugement télégué du tribunal de Nantes ordonnait l'expulsion des habitants du site de Notre-Dame-des-Landes. Pour le gouvernement, l'urgence, c'est la démolition du code du travail, toujours plus de guerre contre les peuples et toujours plus d'attaques contre celles et ceux qui refusent de se plier à cette politique et à la dictature patronale.

Des attaques tous azimuts

La guerre contre Daesh, c'est à la fois des bombardements au Moyen-Orient à l'efficacité militaire douteuse, le massacre de populations civiles, et la justification d'un état d'urgence en France qui sert de prétexte à une répression qui menace les droits démocratiques les plus élémentaires. Dans le même temps, le gouvernement est complètement engagé dans la répression contre le mouvement social. C'est lui qui est à l'initiative de la condamnation à 9 mois de prison ferme des salariés de Goodyear dont le seul crime était de lutter contre la fermeture de leur usine, tout comme les salariés de Ford, poursuivis suite à leurs manifestations au Mondial de l'automobile de 2012 et 2014. C'est aussi lui qui ordonne la répression contre celles et ceux qui se battent contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Complètement engagé dans la campagne hystérique contre les salariéEs d'Air France, il est aussi responsable de la répression qui s'abat sur les migrantEs et sur celles et ceux qui les soutiennent dans leur combat légitime pour un accueil



Dans la manifestation enseignante parisienne ce mardi 26 janvier. DR

digne, ainsi que pour la régularisation de tous les sans-papiers. C'est enfin un gouvernement complètement engagé dans la mise en cause des droits des salariéEs. La réduction du code du travail à quelques principes vise à ouvrir la voie à toutes les dérogations au travers d'accords d'entreprise imposés sous la pression du chantage à l'emploi. Temps de travail, rémunération des heures supplémentaires, respect du contrat de travail, tout est négociable... à la baisse, sous prétexte de sauvegarde de l'emploi. Et pour faire bonne mesure, le rapport Badinter propose d'insérer des règles sur la laïcité dans l'entreprise au fort relent d'islamophobie.

Construire les résistances

Malgré le chantage à l'emploi, malgré la répression, des résistances existent. C'est d'abord le réseau de solidarité qui se développe autour des Goodyear avec près de 150 000 signatures et des rassemblements le jeudi 4 février à l'initiative de la CGT. C'est aussi le relatif succès de la journée de mobilisations dans toute la Fonction publique ce mardi 26 janvier,

pour défendre un service public de qualité, l'arrêt des suppressions de postes, et des augmentations de salaires, tandis que les enseignantEs manifestaient aussi contre la réforme des collèges.

Et dans de nombreuses entreprises, d'Air France à La Poste en passant par les marins de la SNCM, les salariéEs du nettoyage des HLM de Paris, d'EDF, des travailleurEs se mobilisent pour défendre leurs conditions de travail, leurs salaires et leurs emplois. Les inquiétudes, les condamnations suscitées par les grands projets réactionnaires de déchéance de la nationalité, d'installation permanente de l'état d'urgence, commencent à se transformer en mobilisations.

Faire grandir les mobilisations

Face à un gouvernement de plus en plus ouvertement réactionnaire, et dont l'objectif majeur semble être de vendre des armes de guerre ou des Airbus aux régimes réactionnaires d'Égypte, d'Inde ou d'Iran, nous devons amplifier les ripostes. Bien sûr, nous respectons les approches différentes de celles et ceux qui se reconnaissent dans les divers

collectifs contre l'état d'urgence, contre la déchéance de la nationalité, qui se mobilisent aux cotés des migrantEs, contre la guerre ou pour la défense du code du travail. Mais nous devons les convaincre toutes et tous de la cohérence de la politique d'un gouvernement totalement aux ordres du patronat.

Dans cette voie, à l'appel d'un collectif regroupant la plupart des organisations syndicales, associatives et politiques, la journée de mobilisations de ce samedi 30 janvier dans toute la France doit être un premier pas. De même, les prochaines initiatives de soutien aux Goodyear, aux salariéEs d'Air France, aux expulsésEs de Notre-Dame-des-Landes, doivent être les occasions pour nous retrouver, faire grandir la mobilisation autour de nous, préparer la contre-offensive indispensable pour mettre un coup d'arrêt à la politique de guerre sociale faite de régression et de répression. Une politique dont on ne dira jamais assez combien, habillée de lambeaux de gauche, elle favorise la progression des idées nauséabondes du Front national...

Robert Pelletier

ÉCONOMIE

Davos ou la révolution à venir...

« C'est là qu'il faut être », s'est exclamé Valls, tout heureux d'être à Davos, avec Macron, Fabius et autres, pour s'afficher avec le gratin de la finance...

Une première, paraît-il, pour un chef de gouvernement dit « socialiste ». Mais Valls est tellement empressé... et tellement inquiet de voir son ministre de l'Économie, premier de la petite classe des arrivistes, devenir le chouchou des patrons...

Création... destructrice

Et tout ce petit monde de privilégiés, grands et petits, de discourir contre le code du travail, les 35 heures, pour encore plus de flexibilité, de révolution numérique... À la une des débats, relayée par tous les médias, la prétendue quatrième révolution industrielle, la vague technologique qui – faite

de numérique, de robotique, d'internet industriel, d'automatisation, d'ordinateurs surpuissants, de biotechs... – déferlerait sur l'économie-monde.

Une étude intitulée « The future of jobs », a été publiée par le World Economic Forum à l'ouverture de Davos. Elle annonce une destruction massive d'emplois, 5 millions, d'ici 2020 dans les pays riches. En fait, ces suppressions d'emplois, annoncées comme une fatalité économique à grands coups de publicité, n'ont rien à voir avec les contraintes de la technologie. L'économie de temps de travail que les progrès permettent, pourrait et devrait déboucher sur une

diminution du temps travail qui pourrait facilement être répartie entre toutes et tous. Le problème n'est pas la substitution des robots au travail humain, mais celle des « freelancers » aux salariéEs, l'« ubérisation » de l'économie, la suppression des droits et protections des salariéEs. Le sujet favori de Macron et Valls...

Fini le contrat de travail, le salarié devient un « travailleur indépendant », et au salaire se substitue une rémunération basée sur un service... appelé plus couramment le travail à la tâche. Car leur révolution est en fait une terrible régression sociale, un retour au 19^e siècle.

Déprime capitaliste

Cette quatrième révolution ne suffit pas à remonter le moral des puissants de ce monde qui voient leur système partir à la dérive. L'horizon est sombre. Le FMI vient de réviser à la baisse la prévision de croissance mondiale pour 2016. L'Organisation internationale du travail (OIT) annonce que le nombre des chômeurs dans le monde dépasserait les 200 millions en 2016. La réalité est pire encore, car dans de nombreux pays, personne ne comptabilise les chômeurs.

Le baril de pétrole vient de passer en dessous des 30 dollars. Les licenciements se multiplient,

Un monde à changer

LES STEREOTYPES SEXISTES, C'EST PAS DU CINEMA...

Il est difficile d'y avoir échappé, *Star Wars Episode VII* a cartonné dans les salles du monde entier. Mais Disney ne comptait pas seulement sur la vente des tickets d'entrée pour remplir ses caisses, puisque la vente de jouets faisaient partie intégrante du plan. Ainsi, d'après l'agence Reuters, avec ses jouets *Star Wars*, Disney a engrangé quelque 700 millions de dollars de bénéfices rien qu'aux États-Unis. Un marché qui, poussé cette année par ces produits, a progressé de 6,7% aux États-Unis, pour atteindre le chiffre de vente mirobolant de 19,4 milliards de dollars... Mais pas n'importe quel jouet *Star Wars*. Comme le révèle le journal *Libération*, il fallait vraiment avoir la force ce Noël pour trouver au pied du sapin un jouet, une figurine, une représentation dans un jeu de société, de Rey, l'héroïne centrale du tout dernier opus. Car à la différence de ses comparses masculins, la nouvelle héroïne ne figurait pas sur les étals des marchands... Après une intense campagne des fans sur les réseaux sociaux,

Disney a dû se défendre... et justifier l'injustifiable. Dans un communiqué officiel, la société de Mickey a d'abord affirmé que Rey n'a pas été mise en avant dans un certain nombre de produits dérivés *Star Wars* pour ne pas divulguer l'intrigue du film. Mais la vérité est ailleurs... Selon les confidences d'un fabricant de jouets, ce personnage a été écarté pour de scandaleuses raisons marketing. Disney craignait en effet que les petits garçons refusent de jouer avec une héroïne...

Visiblement, pour ces vendeurs de soupe, qu'un garçon puisse s'identifier à une fille est un problème. Et de toute façon, pour les filles, il y a bien d'autres jouets que ceux issus de l'univers *Star Wars*, des jouets tout roses et inspirés des films de princesses...

Car les directives du marché du jouet sont claires : « *Maintenir la division nette entre les produits pour filles et garçons. Marginaliser les personnages féminins dans les produits qui ne sont pas spécifiquement marketés pour les filles.* » Bref, le côté obscur de la force du capitalisme... qui ne connaît que celui-là !

CODE DU TRAVAIL

La mise à mort ?

Lundi, la commission présidée par l'ancien Garde des sceaux et président du Conseil constitutionnel Robert Badinter, par ailleurs auteur de l'opuscule « *Le travail et la loi* » (voir *L'Anticapitaliste* n° 298), a remis au Premier ministre et à la ministre du Travail son rapport sur l'évolution du code du travail. Cet épisode est le point culminant de la campagne de dénigrement menée ces derniers mois à son encontre.

Après deux mois de travaux, de quoi ont bien pu accoucher ces neuf éminents juristes (sans aucun syndicaliste, ni avocat travailliste parmi eux) ? Rien de plus que la redéfinition de 61 articles de principes essentiels en droit du travail, divisés en huit parties, pour beaucoup issus de la Constitution et des engagements supranationaux. Ces dispositions, auxquelles on ne pourrait déroger, ont sans doute le mérite de la concision mais leur contenu, censé être à droit constant, laisse perplexé. Par exemple, que signifie une rémunération digne (article 30) ? La durée du travail reste fixée par la loi mais un accord pourra déterminer une durée différente (article 33), le contrat de travail sera désormais assujéti à l'accord collectif (article 57), etc. Pourtant, à situation complexe, réponse complexe : le risque est d'une part que, pour les salariéEs des petites entreprises et les plus précaires, seuls ces droits soient consacrés, et d'autre

part que la mise en place d'une législation du travail à la carte, dont le pivot serait la négociation d'entreprise assujéti au rapport de forces qui y règne, avec le moins-disant social pour horizon commun... Tout cela constituera les fondations du futur code du travail, qui devrait être intégralement révisé d'ici deux ans par une nouvelle commission, un des points forts – avec l'instauration du CPA – de la loi dite travail qui sera présentée au conseil des ministres en mars prochain. Outre la réécriture dès cette année des dispositions relatives au temps de travail, le retour du plafonnement des indemnités en cas de rupture du contrat de travail annoncé par Hollande le 18 janvier dernier, est au menu. Au motif que « *l'information sur les conséquences de cette décision doit être connue à l'avance* » plutôt que de favoriser la réparation intégrale du préjudice subi, c'est ainsi un message d'impunité qui



est adressé aux patrons. Car si le véritable objectif était de lutter contre le chômage, c'est la réintégration de droit pour tout salarié dont le licenciement a été reconnu abusif qui devrait être inscrite dans la loi.

Macron ou la provocation permanente

Non content de nous déposséder de nos acquis les uns après les autres, le ministre de l'Économie a lui voulu nous arracher les larmes en déclarant sans ciller que « la vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. » Grisé par l'air des montagnes suisses, il récidive en énonçant une nouvelle formule, « *travailler plus sans être payer plus* », la future réforme devant permettre selon lui de fixer par accord majoritaire la majoration des heures supplémentaires y compris à un niveau égal à zéro.

Et Valls d'acquiescer au principe à quelques nuances près.

Le Guen, le secrétaire d'État en charge des relations avec le Parlement, n'est pas en reste : interviewé récemment, il a déclaré qu'il y avait trop de syndicats en France... Comprendre qu'il y a encore des syndicats qui osent dire non, comme la CGT, FO et SUD, majoritaires à la Fnac, qui viennent de faire part de leur opposition à l'accord sur le travail dominical et nocturne mis en place sur leur enseigne. Ce petit monsieur, qui suggérait il y a peu de baisser les allocations des chômeurs, va jusqu'à les menacer en expliquant que, de toute manière, « il y aura des élections ». Un argument qui ne manque pas de sel de la part d'un membre du gouvernement qui les a toutes perdues depuis son accession au pouvoir!

LD

les investissements tarissent, les pays exportateurs de pétrole comme le Venezuela, le Mexique, le Nigeria,

baisse générale de la production, avec son cortège de licenciements, de fermetures d'usines, de misère.

Les beaux discours des capitalistes et de leurs serviteurs ne peuvent masquer cette réalité de plus en plus flagrante d'une économie qui ne fonctionne que dans le but d'accumuler

dépassé l'an dernier celui des 99 % restants (cf. Un monde à changer dans *L'Anticapitaliste* n°320).

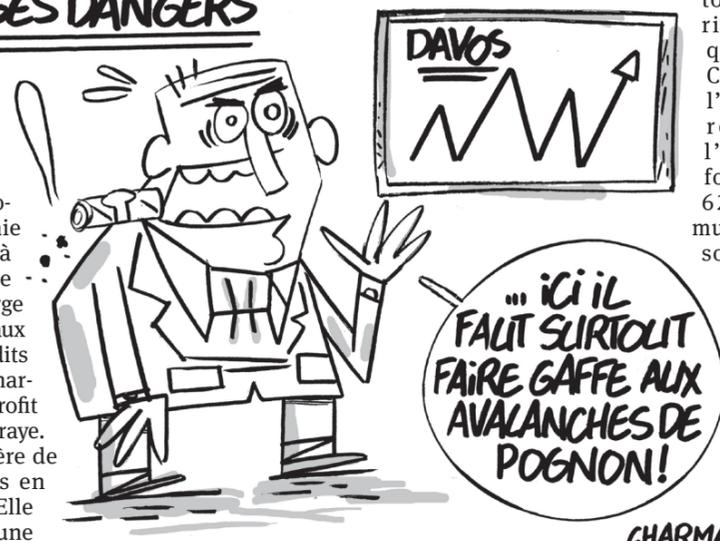
De la révolution technologique à la révolution sociale

Cette folle course vers l'abîme de l'économie capitaliste ne pourra être stoppée que par l'intervention directe des travailleurs et des peuples à l'échelle internationale. Sous le capitalisme, les progrès technologiques ne servent qu'à accroître la plus-value au détriment des classes populaires. Et à l'heure où le capitalisme mondialisé a atteint ses limites, qu'il ne trouve plus de nouveaux champs d'expansion, ces progrès techniques sont directement tournés contre ces dernières. Ils ne pourront être mis au service de la collectivité qu'en mettant fin à la propriété capitaliste, au pouvoir de l'oligarchie financière. La révolution sociale à venir.

Yvan Lemaître

LA MONTAGNE ET SES DANGERS

est elle aussi au bord de la faillite, alors que même l'Arabie saoudite s'engage dans l'austérité. Ce ralentissement globalisé de l'économie prépare le terrain à une nouvelle crise financière, une purge de la masse de capitaux spéculatifs, de crédits injectés pour faire marcher la machine à profit qui aujourd'hui s'enraye. La débâcle boursière de ces derniers jours en est un symptôme. Elle pourrait entraîner une



CHARMAG

Le chiffre

14

C'est le nombre de sans-abris morts dans la rue en Île-de-France depuis le 1^{er} novembre, dont 7 à Paris. Ainsi, jeudi 21 janvier, un homme de 65 ans, dans la rue depuis une quinzaine d'années, est décédé dans un parking où il vivait à quelques mètres des Champs-Élysées. Il demandait un hébergement d'urgence depuis le 9 décembre...



Agenda

Vendredi 29 janvier, réunion publique du NPA sur le climat, Lyon. Avec Christine Poupin, à 19h à la Maison de la Guillotière, 25 rue Béchevelin, Lyon 7^e (métro Guillotière).

Samedi 30 janvier, journée de manifestation contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité. A Paris, manifestation à 14h30 place de la République.

Samedi 30 janvier, couscous-débat du NPA, Saint-Denis. Avec Philippe Poutou et Julien Salingue, à partir de 18h au Roi du Couscous, 63 rue du Landy, à La Plaine-Saint-Denis (métro Porte-de-Paris ou RER B station La Plaine - Stade de France).

Lundi 1^{er} février, réunion publique du NPA, Gérardmer. Avec Olivier Besancenot, à 20h30 Salle des armes, mairie de Gérardmer.

Mercredi 3 février, rencontres de La Brèche, Paris. Discrimination : combattre la glottophobie, avec l'auteur Philippe Blanchet, à 18h30 à la librairie La Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Mercredi 3 février, réunion publique du NPA contre les violences policières, Pantin. Avec Julien Salingue et des habitantEs de l'îlot 27, à 19h salle André-Breton (25 rue du Pré-Saint-Gervais).

Jeudi 4 février, journée de mobilisation pour la relaxe des 8 de Goodyear.

NO COMMENT

Ça fait des années qu'on parle des 35 heures et qu'on ne fait rien (...). Il faut une durée légale du temps de travail aux alentours de 42/45 heures...

Le secrétaire général du parti Les Républicains LAURENT WAUQUIEZ, sur *BFMTV-RMC* mardi 26 janvier

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction :
Manu Bichindaritz

Maquette :
Kristo et Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoiimp@wanadoo.fr



LAÏCITÉ

CONSULTATION Hollande et les parlementaires, le grand jeu!

Vendredi 22 janvier, François Hollande recevait les chefs des partis représentés au Parlement pour entendre leurs avis sur la réforme constitutionnelle, la prorogation de l'état d'urgence et le projet de loi pénale.



Faits pour s'entendre... DR

À travers de ces entretiens, l'objectif annoncé par le chef de l'État était que « le texte rassemble le plus largement possible ». Il souhaitait aussi rassurer après les propos d'un Valls qui affirmait que l'état d'urgence serait maintenu tant que la menace de Daesh existerait et tant que celui-ci ne serait pas détruit. C'est sans doute la vérité sur ce que prépare le gouvernement, mais ce n'est pas la communication dont rêve Hollande au moment où il doit s'assurer que les trois cinquièmes des parlementaires approuveront les modifications constitutionnelles, la prolongation de l'état d'urgence puis la nouvelle loi pénale ! Celle-ci devrait permettre d'inclure dans le droit commun des mesures prises seulement quand l'état d'urgence est déclaré, comme les perquisitions administratives de jour comme de nuit ou l'assignation à résidence pour les personnes « au comportement suspect ».

Pour la droite, toujours plus!

Sans surprise et tous courants confondus, la droite fait de la surenchère. Sarkozy a assuré François Hollande de son soutien... en rajoutant ses conditions : la possibilité administrative d'assigner à résidence les individus « réputés dangereux ». Le patron de l'UDI Jean-Christophe Lagarde exige lui que la déchéance de nationalité s'applique à tous les Français, et pas seulement aux binationaux. Peu lui importe apparemment la création d'apatrides, la création d'exclus de nationalité qui seraient ainsi « privés du droit d'avoir des droits ». D'autres à droite encore veulent que la déchéance de nationalité pour les binationaux s'applique aussi quand ils sont auteurs de crimes et de délits, même s'ils n'ont aucun lien avec le terrorisme.

Nous disions que décider de la déchéance de nationalité pour les binationaux, c'est-à-dire d'aller sur le terrain de l'extrême droite et de la droite, ouvrirait un boulevard à la suppression de droits, à la discrimination, à la division, à la montée de la défiance et du racisme. Nous y sommes.

Au PS, à droite toute!

Le patron du PS Cambadélis a déclaré qu'il était favorable à la constitutionnalité de l'état d'urgence, à sa prolongation de trois mois, ainsi qu'à la déchéance de nationalité pour les binationaux convaincus d'actes terroristes. Tout cela en affirmant qu'il ne fallait pas faire de différences entre les Français (!) ni créer d'apatrides...

Majoritairement, les parlementaires socialistes suivront leur dirigeant, mais il est possible que certains s'y opposent, comme ils l'ont annoncé notamment à *Mediapart*.

Pour EELV et le Front de gauche, ce sera Non!

La pression d'une partie de leurs adhérents qui militent pour la levée de l'état d'urgence dans différents collectifs, les multiples bavures dans l'application actuelle de cet état d'urgence, le sentiment que cette fois le gouvernement va trop loin en créant la déchéance de nationalité pour les binationaux... tous ces faits ont dû peser sur ces prises de décision positives...

Pour notre part, nous ne nous résignerons jamais à vivre dans un État d'exception, qui conduit de plus en plus à une politique raciste. Cela veut dire dans l'immédiat réussir les manifestations de ce samedi 30 janvier pour la levée de l'état d'urgence.

Roseline Vachetta

Quand Valls joue les incendiaires

En s'en prenant aux principaux responsables de l'Observatoire de la laïcité, Manuel Valls a choisi délibérément la provocation pour distiller le poison de la division et se positionner encore plus à droite sur l'échiquier politique.

« L'Observatoire de la laïcité – qui est placé sous ma responsabilité – ne peut pas être quelque chose qui dénature la réalité de cette laïcité. Il doit être clair sur les appels que l'on signe : on ne peut pas signer des appels, y compris pour condamner le terrorisme, avec des organisations que je considère comme participant d'un climat nauséabond, ça n'est pas possible. » Cette condamnation sans appel, Valls a choisi de la prononcer en son nom propre et de la justifier par son seul jugement personnel. Quels faits en sont à l'origine ?

Une « laïcité de combat »...

Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène, respectivement président et rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, avaient signé la tribune « Nous sommes tous unis » publiée le 16 novembre, trois jours après les attentats, dans *Libération*, aux côtés de 89 personnalités ou associations les plus diverses, mais

dont certaines, quelques unités au plus, sont accusées d'être proches, comme le CCIF (le Collectif contre l'islamophobie en France), des Frères musulmans.

« L'Observatoire est indépendant mais là, il y a des lignes qui ont été dépassées, et je le rappellerai à chacun », a encore lancé Valls, coups de menton à l'appui. Il s'en est pris aussi à Nicolas



Valls chez Ruquier, des paroles pas mal à droite... DR

Cadène auquel il reproche un tweet critiquant de manière très mesurée – « un vrai débat clair ne serait pas de trop » – la philosophe Élisabeth Badinter qui, sur *France Inter* le 6 janvier, avait affirmé ses prises de position en faveur de ce que d'autres ont appelé une « laïcité de combat », disant entre autres choses qu'il fallait « ne pas avoir peur de se faire traiter d'islamophobe »...

Depuis, le débat enflamme dans la presse et une pétition à l'initiative du Parti

radical de gauche et de personnalités comme Jean Glavany, réclame la démission de Jean-Louis Bianco et dénonce l'Observatoire de la laïcité.

... pour des politiques très à droite

Dans tous les cas, l'attitude de Valls n'a rien à voir avec le débat d'idées, mais bien plutôt avec ses calculs

politiciens pour se positionner très à droite sur l'échiquier politique, démagogie de même nature que ses calculs d'homme de pouvoir cherchant à diviser la population en stigmatisant, une fois de plus, les musulmans. L'endroit d'où il a lancé ces accusations provocatrices le 18 janvier n'a rien d'anodin : il s'agit d'un débat organisé par les Amis du CRIF (Conseil représentatif – mais à la représentativité contestée – des institutions

juives de France), auprès de qui Valls peut se flatter d'avoir interdit les manifestations de solidarité avec les Palestiniens alors que l'État d'Israël bombardait la bande de Gaza pendant l'été 2014.

Deux jours avant ce débat, Valls était l'invité de l'émission « On n'est pas couché ». Il y a défendu la déchéance de la nationalité et lui qui n'emploie sûrement pas ses mots au hasard a fait entendre cette phrase : « Nous sommes une vieille nation chrétienne »... Phrase qui n'est pas sans faire penser au préambule du TCE (traité constitutionnel européen) qui parlait des racines chrétiennes de l'Europe, aux propos récents du ministre de l'Intérieur Cazeneuve – « les racines chrétiennes de la France sont incontestables » – et à la présence de Sarkozy à la messe, à l'occasion de la réouverture de l'église de Fontainebleau après un incendie.

De drôles de coïncidences pour des gens qui, d'un autre côté, n'ont que les mots de « laïcité » à la bouche. Mais Marine Le Pen n'a-t-elle pas fait de cette laïcité-là, dévoyée, son fonds de commerce ?

Les uns et les autres flirtent avec la propagande du « choc des civilisations », alors que les actes anti-musulmans ont triplé pendant l'année 2015, selon les chiffres annoncés par Cazeneuve lui-même. Ils contribuent à la banalisation de la stigmatisation des musulmans contre lesquels se concentre aujourd'hui la démagogie raciste qui cherche à diviser la population et à dresser les travailleurs les uns contre les autres au profit de la classe dirigeante.

Galia Trépère

FRONT NATIONAL

Un parti trop ou pas assez Franc ?

Quand la stratégie n'aboutit pas aux résultats escomptés, c'est le temps de la remise en question. C'est ce qui est en train d'arriver au Front national...

Après deux scrutins où le parti néofasciste a pu réaliser des scores très élevés au premier tour, mais n'a marqué aucune victoire au second – ce qui risque d'entraver sa dynamique –, les élections départementales de mars dernier puis les régionales de décembre, tout est sur la table. Principal accusé : le discours socio-économique du FN, accusé par certains dans le parti de dérive « gauchisante », par d'autres d'être un frein vis-à-vis des couches que le principal parti d'extrême droite se dispute avec la droite.

Le FN n'a pu prendre aucun département au printemps ni aucun exécutif régional à la fin de l'automne, malgré le fait qu'il a obtenu plus de 25% des voix la première fois, et plus de 28% en France métropolitaine la seconde. Avec dans les deux

cas, une remise en cause de la ligne, notamment en matière économique, qui n'a pas tardé.

Ce débat a lieu avec toute la direction du parti réunie du 5 au 7 février prochain, avec les parlementaires et maires FN, ainsi que quelques « invités extérieurs » : un « séminaire de stratégie » initialement annoncé pour fin janvier. Le principal sujet sera « le programme économique » du

parti, et les principales préoccupations, l'élargissement de son électorat vis-à-vis « des CSP+ (catégorie socio-professionnelles supérieures) et les retraités », sachant que ces derniers ainsi que les cadres continuent à voter massivement à droite, mais moins que la moyenne pour le FN.

Vers une nouvelle alliance ?

Le séminaire annoncé s'accompagne d'attaques en règle dans la presse, contre la ligne « étatiste » (et empreinte de démagogie sociale) dont l'invention est prêtée, par ses adversaires et détracteurs, à Florian Philippot. Ainsi Franck Allisio, un transfuge de LR au FN, réclame ainsi qu'« il faut arriver à convaincre de nouveaux électeurs de la classe moyenne, des professions libérales et des retraités ». Le même lie cette question à une autre, la façon de préparer (ainsi que le résumé le *Figaro* du 20 janvier 2016) « un terrain plus favorable aux alliances »... Sous-entendu : avec la droite conservatrice et libérale. Vice-président du FN, Louis Aliot se démarque aussi dans le *Figaro* de la ligne Philippot,



CHARMAG

avec des accents clairement libéraux : « Moi aussi je suis favorable à l'État stratège ou l'État fort » (des termes fétiches de Philippot aussi utilisés par Marine Le Pen), « mais cet État doit être au service des entreprises ». Le militant frontiste Daniel Gest, un ancien... du PS, propose lui de taper surtout sur « les fonctionnaires trop nombreux » et d'exiger une « baisse des charges sociales »...

Officiellement, le souci affiché porte surtout sur les relations avec le petit patronat et la petite bourgeoisie. Derrière se profile néanmoins un autre enjeu, à savoir celui des relations avec le grand capital. Car il est certain que ce dernier devrait, le cas échéant, donner son feu vert à la droite pour nouer une alliance éventuelle avec le FN. C'est dans cette optique qu'est aussi remise en cause au sein du FN la demande, jusqu'ici jugée prioritaire, d'une sortie de l'euro. Aliot se prononce en tout cas contre une « sortie brutale et non négociée », alors que d'autres pensent que Marine Le Pen devrait adopter la même attitude que le Premier ministre britannique David Cameron : menacer de sortir de l'euro, obtenir plus pour les prétendus « intérêts nationaux », puis envisager de finalement y rester. Toujours est-il que le virage tel qu'il se profile risque d'éloigner le FN des fractions les plus populaires, qu'il avait réussi à gagner électoralement à fortes doses de démagogie sociale... Bertold du Ryon

IRAN

Un président à Paris...

Hassan Rohani a été invité à Paris par François Hollande ces 27 et 28 janvier. Précédé d'une escale en Italie, ce voyage marque le retour de la Mollaharchie sur la scène diplomatique internationale.

Depuis la signature de l'accord sur le programme nucléaire le 14 juillet dernier, la République islamique d'Iran est redevenue un « interlocuteur » officiel des grandes puissances. La levée progressive des sanctions est engagée ainsi que le dégel des avoirs de l'État iranien.

Le régime de Téhéran est maintenant associé aux discussions sur l'avenir de la Syrie. Le voyage de Rohani s'inscrit donc dans le cadre de la volonté commune des puissances occidentales, de la Russie, et de la dictature iranienne, de maintenir en place le régime sanguinaire de Bachar el-Assad.



Rohani et Hollande: déjà partenaires en septembre 2014... DR

Business is business

Le pouvoir français se frotte les mains de la commande annoncée de 114 Airbus. Et à n'en pas douter, d'autres contrats seront signés et négociés à l'occasion de cette visite d'État. En effet, la levée des sanctions internationales relance la compétition entre les grandes puissances pour s'accaparer des parts du marché iranien. Il faut dire qu'avec 79 millions d'habitants et des réserves d'hydrocarbures (au 4^e rang des réserves mondiale de pétrole, et au premier en ce qui concerne le gaz naturel), la République islamique d'Iran fait miroiter des profits importants pour les multinationales.

En ce qui le concerne, Rohani entend renouer les liens politiques, économiques et commerciaux avec

l'Europe. Il est pour cette raison accompagné par une importante délégation d'hommes d'affaires et de ministres.

Une fois de plus, les grandes puissances font peu de cas des droits de l'homme. Au cours de l'année 2015, la République islamique d'Iran de Rohani aura par exemple fait exécuter plus de 1114 détenus. Peu importe à François Hollande si les militants ouvriers sont systématiquement licenciés, réprimés, arrêtés, torturés. Peu importe si les aspirations à la démocratie, l'égalité et la justice sociale sont systématiquement étouffés...

Tensions sociales et politiques

La levée des sanctions économiques suite à l'accord sur le

programme nucléaire avait soulevé des espoirs d'amélioration du niveau de vie et d'accès à certains produits, comme par exemple les médicaments. Mais le décalage entre les réalités sociales et cet espoir se renforce. À la veille des élections législatives de février, le pouvoir tente d'endiguer le mécontentement populaire afin de limiter les risques d'une vague de contestation importante.

En effet, la situation économique et sociale est catastrophique. Elle ne peut que continuer à se détériorer avec l'effondrement des cours du pétrole qui réduit considérablement les recettes du pays. Ainsi, les conditions de vie de la majorité de la population ne cessent de s'aggraver : taux de

chômage de 25 %, licenciements massifs, plus de 20 % d'inflation, corruption à tous les niveaux du pouvoir.

Rohani compte néanmoins accentuer sa politique de libéralisation et de privatisation afin d'attirer les capitaux étrangers et les multinationales. Cette politique qui s'accompagne d'une casse massive du code du travail, est directement au service des plus riches et des patrons.

Dans ce contexte, les travailleurs, les femmes et la jeunesse sont en première ligne. Le pouvoir multiplie les arrestations de journalistes, de syndicalistes et de militants.

Les divisions profondes au sein du sérail du régime apparaissent de plus en plus ouvertement à l'occasion des élections par lesquelles Rohani espère s'emparer de la majorité parlementaire.

Solidarité avec les peuples d'Iran

À l'occasion de la venue de Rohani à Paris, un appel large à la mobilisation a été lancé pour dénoncer les crimes de la République islamique d'Iran. Y participent des organisations de la gauche radicale iranienne et kurde, des militants des droits humains, ainsi que des organisations françaises, dont le NPA.

Babak Kia

Pour plus d'informations, consulter le site de Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran (SSTI) : <http://www.iran-echo.com/index.html>

BURKINA FASO Questions autour de l'attentat de Ouagadougou

Deux jours à peine après l'installation du nouveau gouvernement, la capitale Ouagadougou était ensanglantée par un attentat perpétré par trois jeunes du groupe al-Mourabitoune, que dirige Mokhtar Belmokhtar, affilié à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Trente personnes de plusieurs nationalités ont été assassinées.

Du temps de Blaise Compaoré, le Burkina Faso était une base arrière pour de nombreux groupes rebelles religieux ou non du Mali. À tel point que lors de l'insurrection populaire qui l'a renversé, les troupes des Nations unies ont dû en catastrophe exfiltrer plus d'une dizaine de ces dirigeants qui possédaient de confortables villas dans le quartier huppé de la capitale. Le pouvoir de



A Ouagadougou, des militaires postés devant l'Hotel Splendid. DR

l'époque entretenait des relations étroites avec les différentes factions armées, y compris djihadistes, ce qui permettait à Compaoré d'être un élément clef dans la région et le passage obligé pour la libération de nombreux otages détenus par AQMI. Ainsi, le pays était préservé des violences djihadistes qui faisaient rage dans les autres pays sahéliens.

Depuis la chute du pouvoir, le Burkina Faso fait face à une violence accrue. En effet, des attaques ont été signalées contre des postes de gendarmerie à Samorogouan et Oursi, sur le site minier de Tambao où un Roumain a été kidnappé, enlèvement également de deux Australiens à Baraboulé. Le jour même de l'attentat, une patrouille de l'armée tombait dans un guet-apens à Gorom Gorom, faisant deux morts et deux blessés.

Volonté de déstabilisation

Difficile de ne pas voir un lien entre ces événements et la chute du pouvoir. Soit le pays est devenu une cible parce qu'il a perdu son rôle de refuge, soit les éléments les plus radicaux du clan Compaoré ne sont pas étrangers à ces attaques.

Cette dernière hypothèse reste plausible, d'autant que la tentative armée de la fin décembre 2015 pour libérer Djibrill Bassolé et Diendéré – emprisonnés pour avoir soutenu le putsch du Régiment de sécurité présidentiel (RSP) contre le gouvernement de transition – a clairement révélé la capacité de nuisance des nostalgiques de l'ancien pouvoir. Ce que révèlent aussi les fuites des écoutes téléphoniques entre Bassolé et Soro, président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire qui prévoyait des actions armées en soutien au coup d'État du RSP.

Au côté de Blaise Compaoré qui a été exfiltré vers la Côte d'Ivoire par les troupes françaises du Commandement des opérations spéciales (COS), se trouvent les hommes de son clan, comme le Mauritanien Mustapha Chari, un proche de Mokhtar Belmokhtar. Des officiers parmi les plus ultras du RSP se sont aussi réfugiés dans l'ouest de la Côte d'Ivoire et restent une menace potentielle pour le nouveau gouvernement du Burkina Faso.

Entre un islam radical soutenu par les pays du Golfe, en l'occurrence le Qatar pour le Burkina Faso, des élites corrompues qui entretiennent de liens étroits avec les réseaux criminels et djihadistes, des services de sécurité peu efficaces car essentiellement tournés contre les opposants, et une jeunesse sans avenir, les pays africains restent une cible de choix pour les djihadistes.

Paul Martial

TUNISIE Les six jours qui ont de nouveau fait trembler l'ordre néocolonial

Un calme relatif règne sur la Tunisie, après 6 jours de colère qui ont replongé le pays dans l'atmosphère insurrectionnelle de janvier 2011...

C'est la crise de l'emploi qui a mis, de nouveau, le feu aux poudres ! Et ce sont encore des jeunes, notamment des « diplômés-chômeurs » qui se sont soulevés contre un gouvernement soumis aux ordres du capital mondial. Celui-ci poursuit la même politique économique et sociale qui ne cesse d'alimenter la ruine économique et le chaos social. La nouvelle explosion de colère des sans-emploi a débuté le 17 janvier

à Kasserine¹, à la suite du décès du jeune diplômé-chômeur Ridha Yahyaoui lors d'une action de protestation. Très rapidement, la contestation a embrasé l'ensemble du pays. L'ampleur et la rapidité d'extension du mouvement, mais aussi les violences qu'il a déchaînées, ont poussé le pouvoir à décréter un couvre-feu sur l'ensemble du territoire². Ce dernier a permis un retour au calme après des affrontements et des heurts violents entre manifestants et forces de l'ordre.

Les dégâts sont importants : un policier est décédé et on dénombre plusieurs centaines de blessés des deux côtés. Le couvre-feu s'est traduit par l'arrestation de plus de 500 personnes, tous des malfaiteurs et des casseurs selon le ministère de l'Intérieur.

Un mouvement discrédité, voire criminalisé

Les crimes du système économique et social, qui ont poussé les classes populaires et la jeunesse à l'insurrection révolutionnaire il y a cinq ans, à savoir le chômage des diplômés du supérieur, le sous-emploi de masse et la misère généralisée, ont connu une extension phénoménale après la révolution. Le taux de chômage se situe officiellement à 15,3%. Le sous-emploi touche deux actifs occupés sur trois. Le nombre de familles répertoriées comme étant extrêmement pauvres et bénéficiant des programmes d'aides de l'État, s'élève à 834 000 familles, soit environ 42% de la population. Dans le même temps, beaucoup d'autres familles pauvres sont exclues de ce statut qui garantit un minimum vital³.

Le chômage des diplômés du supérieur a augmenté de 71% depuis 2010 : leur nombre est passé de 139 000 à 242 000 en 2015⁴. Parmi eux, 34 000 médecins, pharmaciens et ingénieurs. Dans le même temps, plus de 100 000 sont en situation de chômage déguisé,

insérés dans des programmes créés à cet effet.

Le gouvernement, les quatre partis de la coalition gouvernementale, ainsi qu'une bonne partie de la presse ont tenté de discréditer, voire de criminaliser, la révolte des jeunes sans emploi. Le Front populaire, quant à lui, n'a pas hésité à soutenir le mouvement, reconnaissant même qu'il y est impliqué.

Cette nouvelle révolte a remis à l'ordre du jour la grave crise sociale dans laquelle ne cesse de s'enliser la Tunisie. Elle a démontré aussi que le processus révolutionnaire conserve toute sa vigueur, malgré un bilan largement négatif.

Plusieurs sit-in se poursuivent et réclament des réponses claires et rapides à un gouvernement très affaibli et aux abois. Des appels ont été lancés pour la reprise des manifestations.

De Tunis, Fathi Chamkhi Député Front populaire

- 1- Kasserine est une ville du sud-ouest, située à environ 280 km de Tunis.
- 2- Le couvre-feu de 20h à 5h a été mis en place le 22 janvier. Il renforce ainsi l'état d'urgence en vigueur jusqu'au 21 février 2016.
- 3- Une pension mensuelle d'environ 68 euros par famille (150 000 familles), plus un carnet de soins médicaux gratuits (232 000 familles) ou bien à demi-tarif (602 000 familles), des aides à la scolarité : 13 euros par élève (333 000 élèves) à chaque rentrée scolaire, et 45 euros par étudiant (40 000) à l'occasion de la rentrée universitaire.
- 4- <http://www.ins.nat.tn/indexr.php>



Des manifestants place Tahrir le 11 février 2011, jour du départ de Moubarak. DR

L'INTERNATIONALE DES MARCHANDS D' €AU



À l'heure où les remunicipalisations s'accroissent au pays de l'eau privatisée, les multinationales de l'eau cherchent de nouveaux marchés à l'international. L'actualité américaine, avec le scandale de Flint, nous montre une fois encore que la question de la gestion de l'eau est aux quatre coins de la planète une question cruciale, quand elle n'est pas vitale. Pollution, stress hydrique, corruption, santé publique, mode de gestion, agriculture, guerre... le liquide vital tristement nommé « or bleu » devient un enjeu politique de premier plan.

L'an passé, en perspective du forum mondial de l'eau qui s'est tenu en Corée du Sud, un rapport sur la vague de remunicipalisations était publié en anglais¹. Sa publication en français était un véritable enjeu ici, vu que ce pays est le modèle et le foyer des multinationales Veolia et Suez. Malgré un côté optimiste et en trompe-l'œil, le rapport pointait du doigt un frémissement: les possibles réappropriations du service public le plus précieux. Ce rapport n'évoque certainement pas assez que malgré de brillantes résistances, le retour en régie municipale n'est pas toujours le fruit de combats militants, comme le cas de l'agglomération de Nice le prouve. En effet, le modèle de gestion de Veolia est aussi remis en cause par des élus locaux en quête d'économies et de recettes. Et la marge exorbitante dégagée par Veolia sur ses contrats pèse sur les abonnés, sans que pour autant il effectue les investissements nécessaires.

Ces questions, nous allons le voir dans ce dossier, soulèvent bien des contestations partout où Veolia s'installe, en particulier dans des économies émergentes fraîchement libéralisées où rendre l'eau payante et

chère passe évidemment très mal. Et loin d'être dans un mouvement global pour stopper l'expansion de la marchandisation de ce bien vital, des usagers s'organisent tout de même, et des mouvements forts peuvent voir le jour pour combattre cet acte de dépossession qu'est la marchandisation de l'eau. En effet les politiques d'austérité permettent partout aux multinationales, aidées par des gouvernements complices, d'augmenter la pression sur des communes, cela sous prétexte d'alléger leur dette comme par exemple en Italie. Matteo Renzi y joue les VRP, encourageant les communes à vendre les parts possédées par les communes à des sociétés d'économie mixte. Idem dans l'État espagnol, même si la prise de municipalités comme Barcelone aux dernières élections municipales par des listes citoyennes de Podemos ou proches, a remis cette question au premier plan du débat public. Toute cela constitue une actualité trop rarement relayée en France, malgré des appels récurrents à la solidarité internationale devant les sièges de Veolia ou de Suez...

¹ - <https://www.tni.org/files/download/ourpublicwaterfuture-1.pdf> et <http://multinationales.org/IMG/pdf/heretostay-fr.pdf>

Dossier réalisé par Thibault Blondin

ROUMANIE: EAUX TROUBLES ET MAINS SALES

Des petits filets discrets dans la presse et un billet salvateur d'une chroniqueuse de la matinale de France Inter, n'auront pas suffi à médiatiser davantage une affaire pourtant particulièrement exemplaire de ce que sont les partenariats public-privé (PPP).

En octobre 2015, deux Français sont mis en examen à Bucarest et inculpés pour trafic d'influence, évasion fiscale, blanchiment d'argent et violation de vie privée... Tous deux sont d'anciens cadres (depuis combien de temps, on ne le sait pas...) de APA Nova, filiale roumaine contrôlée à 73% par Veolia. Avec d'autres cadres roumains de l'entreprise, ils sont accusés de trafic d'influence auprès des élus de la capitale et d'avoir perçu des dessous de table d'un montant présumé de 1 million d'euros.

Licencier ou augmenter les prix...

Cette corruption n'avait pas pour but d'obtenir simplement le contrat pour notre chère entreprise française, puisque le contrat court jusqu'en

2025... En effet, signé en 2000 pour une durée de 25 années, ce qui mériterait en soi une enquête sur l'attribution du contrat tant la durée est importante, les choses auraient pu en rester là. Mais comme elle ne peut plus le faire en France aussi facilement (là où les usagers se mobilisent), Veolia a besoin d'accroître sa marge, parfois très rapidement. Si les consommateurs d'une agglomération n'utilisent pas beaucoup d'eau, comme c'est souvent le cas en Europe (faible croissance démographique et économique), deux méthodes sont possibles: licencier ou augmenter les prix. Et Veolia choisit souvent les deux! Dans le cas de Bucarest, l'eau est douze fois plus chère aujourd'hui qu'au début des années 2000. Trois autres personnes inculpées fin septembre illustrent le système:

un homme d'affaires, un ancien conseiller du maire général de Bucarest et le trésorier du parti libéral PNL. Le premier aurait été l'homme de paille de Veolia chargé de mettre de l'huile dans les serrures, et les deux autres, démarchés par le premier, permettaient à l'entreprise de disposer d'élus (d'une formation politique), afin d'obtenir des votes favorables lors des conseils municipaux de la capitale...

Et l'affaire fonctionnait bien puisque pas moins de 11 augmentations ont été votées en 15 ans!

Les millions de la corruption

Expert en distribution d'eau courante et en assainissement, Veolia sait aussi redistribuer, puisque selon l'agence de presse roumaine Agerpres, les plus grosses sommes ont été attribuées à des sociétés appartenant à l'homme d'affaires: au total, plus de 55 millions de lei (12,4 millions d'euros). «Après chaque approbation du conseil

municipal [...] des majorations de tarifs, des paiements étaient effectués aux sociétés contrôlées par l'inculpé», précisent les enquêteurs. Puis ses sociétés auraient redistribué quelque 117 000 euros à l'ancien trésorier du PNL, qui aurait par ailleurs touché plus de 248 000 euros des filiales de Veolia.

Le chiffre d'affaire de l'entreprise a ainsi pu passer de 493 millions de lei (environ 114 millions d'euros) en 2011, à 666 millions de lei (environ 152 millions d'euros) en 2012. Par ailleurs, la direction nationale anticorruption, après avoir élargi son enquête, suspecte une importante évasion fiscale. «Une

réduction artificielle du bénéfice imposable» et donc «une baisse illégale de la TVA et de l'impôt sur le profit» entre 2011 et 2015 auraient entraîné une baisse illégale de la TVA et de l'impôt sur les sociétés, pour un préjudice fiscal d'environ 23,5 millions d'euros pour l'État roumain. Et pour en rajouter au tableau, signalons que d'anciens membres des services de renseignements avaient été embauchés par APA Nova Bucarest afin de surveiller les employés pour les empêcher de divulguer les pratiques illégales commises par l'entreprise. Cette affaire parmi tant d'autres rappellera ici l'affaire Carrignon et les nombreuses affaires où Suez et la Compagnie générale des eaux (aujourd'hui Veolia eau) étaient impliquées dans les années 90. Pour rappel, les trois quarts des députés de l'Assemblée nationale avaient eu en 1993 leur campagne financée par un des marchands d'eau, cela avant les lois sur le financement des campagnes électorales.



MAROC: LA RÉVOLTE DES BOUGIES

En même temps que le scandale éclatait en Roumanie, à Tanger et dans plusieurs autres villes marocaines, des manifestations et actions se déroulaient contre les tarifs de l'eau, assainissement et électricité, pratiqués par Amendis, filiale marocaine de Veolia.

Des mobilisations avaient déjà eu lieu de nombreuses fois depuis que le contrat avait été signé avec l'entreprise française en 2002, sans aboutir ni s'amplifier.

«Amendis, rentre chez toi, Tanger n'est pas à toi!»

C'est en commençant par un modeste rassemblement, fortement relayé par les réseaux sociaux, que la mobilisation a pu prendre

de l'ampleur en octobre dernier. Le 17 du même mois, un quartier entier est plongé dans le noir par ses habitants en signe de protestation. Une semaine plus tard, c'est la place des Nations qui est envahie par des habitants portant toutes et tous des bougies, donnant au mouvement sa symbolique et son nom, l'obscurité ayant gagné de nouveaux quartiers de la ville. Plusieurs milliers de personnes bravèrent les forces de l'ordre venues avec canons à eau et en nombre, afin d'empêcher les quartiers populaires de se joindre au rassemblement et à ce dernier de s'amplifier. «*Amendis, rentre chez toi, Tanger n'est pas à toi!*», «*Assez, c'est assez. Cela fait des années que nous manifestons contre cette entreprise*», a déclaré Mohamed Tadlaoui, l'un des organisateurs de la manifestation. «*Il est temps qu'ils s'en aillent et qu'une entreprise publique prenne le relais*», rapporta l'agence de presse Reuters. Le mouvement gagna rapidement d'autres villes de la région sous le même contrat.

Rompre le contrat coûterait plus cher?

À l'origine, toujours les mêmes maux : le tarif et une gestion vécue comme opaque. Alors que d'importantes mobilisations avaient vu le jour en 2011, des augmentations de tarifs furent tout de même votées juste avant le pic estival en juillet 2014. Le système des compteurs collectifs est aussi en cause, puisque plusieurs familles peuvent être branchées sur le même compteur, avec pour conséquence d'augmenter la facture et de sortir du tarif social.

L'ampleur de la mobilisation inquiéta suffisamment le roi Mohammed VI pour qu'il demande à son Premier ministre de mieux gérer ce dossier. Malgré de vagues promesses des autorités locales pour réviser le contrat, le renégocier, le 17 novembre devant le Parlement marocain, le chef du gouvernement Abdelilah Benkirane marquait sa volonté de ne rien changer et de ne pas remettre en cause le contrat passé avec Veolia, arguant que rompre le contrat coûterait plus



Au Maroc, la flamme de la contestation. DR

cher, litanie que les militantEs de l'eau connaissent bien également.

À ce jour, il n'y a toujours pas de suites favorables à la mobilisation, mais des appels récurrents

à la solidarité en France se font en manifestant devant le siège de Veolia.

INDE: RELENTS DE DISCOURS COLONIAL

«*Nous contribuons à rendre l'eau potable accessible au plus grand nombre. Près d'un milliard d'individus dans le monde sont toujours sans accès à l'eau potable. Et plus de trois milliards n'ont pas accès de façon pérenne à l'eau, ou utilisent une eau de qualité douteuse. En Inde, à Nagpur par exemple, environ 36% des habitants vivent dans des bidonvilles. Ils vivent pour la plupart sous le seuil de pauvreté (en zone urbaine, moins de 33,3 roupies par jour et par personne, selon le Suresh Tendulkar Committee), sont très faiblement alphabétisés et ont un accès limité à l'eau potable.*»¹

Voilà ce que l'on peut lire sur le site de Veolia, une entreprise qui, à en croire ce qui est écrit, n'a pas pour vocation de faire des profits exorbitants mais juste d'apporter de l'eau aux pauvres des bidonvilles... «*Une équipe a été spécialement mise en place par Veolia pour aborder les consommateurs les plus précaires de façon adéquate*». Une œuvre civilisatrice : nous voilà replongés dans les années 50 en Afrique ou encore en plein *Tintin au Congo*. Ce n'est pas une première pour Veolia qui avait déjà au début des années 2000 obtenu le contrat de Soweto en Afrique du Sud, équipant les bidonvilles de compteurs d'eau. La révolte avait vite pris car, certes en augmentant un tout petit peu les points d'accès, ils devenaient payants auprès d'une population qui n'avait déjà rien. Plusieurs morts avaient été déplorés lors des affrontements.

Campagne d'intox

En Inde, Veolia semble ne pas vouloir reproduire ses erreurs, communiquant massivement, vendant l'eau pour tous, une promesse qui dans un pays où 150 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau est séduisante. *Le Figaro* a pu s'en faire écho ici en France, expliquant même que «*les mentalités doivent*

changer» et que la gratuité ne peut continuer puisqu'on apporte à tous l'eau, soulignant le formidable développement de ce pays et donnant évidemment au PDG de Veolia Inde le mot de la fin...

Pour s'assurer que le message passerait bien auprès des investisseurs et de l'opinion publique française, Veolia a même invité un groupe de journalistes français et étrangers à Nagpur en septembre 2012. Bien que cette visite soit intervenue quelques mois à peine après le début effectif de la gestion privée (en mars de la même année), le ton des articles – parus dans *le Figaro*, *les Échos* ou encore dans

Paris Match – était euphorique : «*Erfin l'eau courante!*», «*Une révolution initiée par une entreprise française*»...

Paroles, paroles...

L'implantation dans l'économie indienne est essentielle pour des groupes comme Suez et Veolia, alors que, dans leurs terres historiques, les tarifs sont à la renégociation, et des régies remunicipalisées. Le contrat de Nagpur représente à lui seul 2,4 millions d'habitants et il en est de même pour Delhi et ses plus de 16 millions d'habitants. Seulement les promesses restent vaines. L'eau dans tous les quartiers,

la rénovation des réseaux anciens, ne se font pas au niveau des contrats signés et la totalité des engagements sous forme de chantiers pris par Veolia ne sont pas fixés. Par contre, le prix de l'eau, lui, a déjà augmenté là où le réseau existait – de 100% – comme le notait le magazine indien *Outlook* en 2013, soit moins de 2 ans après la signature du contrat. En 2011, une étude indépendante de l'Administrative State College of India conclut que l'objectif d'approvisionnement en eau courante de tous les foyers de la zone de Dharampeth (Nagpur) n'a été atteint qu'à 50%. L'étude note également que la firme française n'a pas remplacé les vieilles

canalisations. Et en avril 2013, une partie de la zone de Dharampeth recevait toujours son eau potable au moyen de camions-citernes... Nous sommes encore loin de l'eau courante pour tous.

Socialisation des investissements... et privatisation des profits

L'autre dimension cynique de la chose, qui n'est pas propre à l'Inde mais à ces nouveaux marchés émergents qui s'offrent aux marchands d'eau, est que l'aide au développement va directement dans les poches de ces multinationales. Exemple : Veolia Water India Africa, détenue à hauteur de 80,5%, par le groupe le reste étant apporté par l'Agence française de développement (AFD) via sa filiale Proparco (5,6%) et la Société financière internationale appartenant à la Banque mondiale, (13,9%). Socialisation de l'investissement, mais certainement pas des recettes ! Une vieille formule qui est à l'origine même de la création en France de la Compagnie générale des eaux sous le Second Empire. Des mobilisations ont eu lieu dans certains quartiers, parfois menées par des élus, contre le groupe afin de dénoncer le contrat, et empêcher l'installation des nouvelles canalisation.

¹ <http://www.veolia.com/fr/pour-les-citoyens/acces-aux-services-essentiels>



En Inde, l'eau courante? DR

Ces trois pays montrent bien que, malgré quelques batailles gagnées ici en Europe, Veolia ou Suez, leaders mondiaux de la distribution de l'eau et de l'assainissement, se tournent vers de nouveaux pays, utilisant toujours les mêmes formules qui ont fait ici leur succès. Corruption, promesses d'investissement non tenues et augmentations massives des tarifs, sont les constantes de ces entreprises qui voyagent souvent dans les valises de François Hollande à la conquête de nouveaux marchés.

Ce système, le partenariat public-privé (PPP), qui prospère sur la corruption des élus locaux, est né ici en France au 19^e siècle, et est encouragé par des instances internationales et nationales, comme le FMI et la Banque mondiale qui n'hésitent pas à les imposer moyennant les prêts consentis ou autre étalage de la dette. La généralisation d'audits citoyens de la dette laisserait apparaître bien d'autres scandales et sommes vertigineuses. Le taux de marge de Veolia en Île-de-France était proche de 60% il y a quelques années, et quand les contrats sont renégociés, ce sont des menaces de licenciements qui tombent afin de maintenir cette marge colossale.

De plus, associée parfois à d'autres groupes comme Total au Mexique ou à des entreprises minières aux États-Unis, Veolia cherche de nouveaux marchés dans le secteur du traitement des eaux d'exploitation des gaz bitumeux, à grands coups de green washing...

Plus que jamais, la lutte pour la remunicipalisation, comme en ce moment à Carhaix dans le Finistère, doit continuer, tout en exprimant notre solidarité à ces villes et pays que ces multinationales colonisent, aidées par l'argent public et des médias au garde-à-vous. À l'opposé, les forums mondiaux de l'eau sont présents pour réaffirmer que, partout, l'eau est un bien universel et public, donc non privatisable.

PARIS HABITAT NETTOYAGE

« Nettoyage esclavage, c'est fini! »

Le 21 janvier, les salariés d'OMS Synergie entamaient leur 5^e mois de grève.

La veille, ils organisaient un rassemblement devant le siège de Paris Habitat pour rappeler leurs revendications et manifester jusqu'à la mairie où l'arrivée en dit long sur l'attitude des édiles et les rapports qu'ils établissent avec leurs employés : parvis vidé, barrières anti-émeute,



OMS, le 20 janvier, toujours dans la rue! DR

policiers, et, franchissant les barrières pour venir accueillir les manifestants et les élus qui les accompagnent, un militant du PCF adjoint à la mairie qui vient soutenir un mouvement qui depuis 4 mois s'adresse à Paris Habitat. Pourtant, au conseil d'administration de cet organisme (présidé par Roger Madec, ancien maire PS du 19^e), siègent des élus du PS, des Verts et du PCF, dont Ian Brossat, adjoint en charge du logement, et dont les représentants ne semblaient pas plus au courant que ça de la situation! Après 4 mois de grève, on pourrait se croire dans une mauvaise comédie de boulevard, si cela ne soulignait pas les dérives gestionnaires de la politique municipale.

Ils ont besoin de tout notre soutien

Le lendemain, nouvelle action au siège de Paris Habitat qui accueillait ses fournisseurs et sous-traitants pour leur présenter ses vœux pour 2016. Et le samedi 23, grande soirée de soutien pour récolter des fonds. Suite à la manifestation du 20 et de la délégation à la mairie de Paris, il semble que la maire Anne Hidalgo ait diligencé des enquêtes sur les pratiques d'OMS. Mais la vraie solution, qui est la revendication de fond de ce mouvement, c'est la réinternalisation de toute la sous-traitance. En attendant, la lutte continue, et les grévistes ne lâchent rien. Plus que jamais, ils ont besoin de tout notre soutien.

D. D.

- Chèques de soutien avec mention «soutien grève OMS» à CNT-SO Nettoyage, 4 rue de la Martinique 75018 Paris.
- Dons en ligne pour la caisse de grève électronique: <https://www.yoongo.com/fr-caisse-de-greve-des-travailleurs-du-nettoyage-omsparis-habitat>
- Pour plus d'infos sur la grève, voir nos articles précédents et le site de l'UL CGT du 11^e: <http://www.ulcgt11.fr>

GOODYEAR

La répression pour imposer la régression sociale

L'histoire de la lutte des Goodyear est une leçon de choses. La fermeture du site est un véritable désastre social. « Sur tous les salariés, plus de 750 d'entre eux n'ont toujours pas trouvé de travail. Pour les autres, c'est simple : 70 personnes sont en CDI, environ 80 ont créé leur entreprise, entre 30 et 40 sont en CDD supérieur à 6 mois, une trentaine sont en intérim, il y a eu près de 140 départs en retraite et 9 sont décédés », selon Mickaël Wamen secrétaire du syndical CGT, animateur de la lutte figurant parmi les 8 condamnés à six mois de prison ferme.

Si l'annonce de la fermeture du site d'Amiens date de 2013, c'est en 2007 que s'est engagée une bataille sans merci entre la direction du groupe et les salariés de cette usine.

La direction passe en force

Cette année-là, la direction du groupe tente d'imposer une nouvelle organisation du travail afin de « préserver la compétitivité des sites » : l'abandon des 3x8 (trois équipes se relayant toutes les huit heures en semaine, et deux équipes de week-end se relayant toutes les douze heures) pour adopter le 4x8, (quatre équipes se relayant toutes les huit heures, y compris le week-end) unanime jugée

comme (encore) plus destructrice pour la santé. La direction s'engage à investir 52 millions d'euros dans les deux usines et menace : un accord est conclu ou les sites sont condamnés.

Lors d'un premier référendum, les salariés rejettent à 64% ce plan que les syndicats majoritaires de Dunlop (CGT, CFTC, FO) valident. La CGT retire les mandats des signataires CGT de l'accord. Lors d'un nouveau référendum chez Goodyear, 75% des salariés approuvent l'accord, mais la CGT, FO et Sud ont appelé au boycott, et seulement 54% des salariés ont voté.

La CGT, syndicat majoritaire, fait valoir son droit d'opposition. La direction annonce le déclin du site, multiplie les annonces de plans sociaux, et organise la baisse de production.

Contre la fermeture, la colère et l'occupation de l'usine

En janvier 2013, la fermeture du site est annoncée pour fin 2014. Les salariés multiplient rassemblements et manifestations. Le 7 mars, lors d'un CCE, la police multiplie les provocations face à plus d'un millier de manifestants, dont une moitié de Goodyear, et des représentants de nombreuses entreprises en lutte. Les Goodyear se retrouvent présents aux côtés des Conti, des Ford, des PSA, de celles et ceux de La Redoute, des 3 Suisses, de Virgin, etc.

« Oubliant » ses promesses (pré-électorales et celles de Hollande, Montebourg condamne la CGT et s'aplatit devant Taylor, patron de Titan, éventuel repreneur. Taylor, patron voyou, multiplie les provocations : « Les salariés français touchent des salaires élevés mais ne travaillent que trois heures. Ils ont une heure pour leurs pauses leur déjeuner, discutent pendant trois heures et travaillent trois heures. Je l'ai dit en face aux syndicalistes français. Ils m'ont répondu que c'était comme ça en France »...

C'est dans cette ambiance que les Goodyear occupent l'usine début janvier 2014 et retiennent deux

cadres pendant 30 heures sans que jamais la moindre violence soit exercée. Ce qui n'empêchera pas la direction de porter plainte pour séquestration. Fin janvier, un accord est signé de triplement des indemnités avec l'arrêt des poursuites contre les salariés, accord censé permettre une reprise du site. Après des mois de négociation, après la tentative de créer une SCOP, toute reprise est définitivement abandonnée fin 2014.

Encourager les résistances, construire le soutien et la solidarité

Dans la foulée, le parquet décide de poursuivre 8 salariés pour séquestration. Une politique de répression sur fond d'état d'urgence qui vient dans la suite des poursuites engagées contre les salariés d'EDF, et l'hystérique campagne, avec les sanctions engagées contre les salariés d'Air France. Et aujourd'hui ceux de Ford (cf. ci-contre). Pour gouvernement et patronat, il s'agit de punir, de faire un exemple, pour décourager toute résistance, pour tenter d'imposer la seule voie du prétendu dialogue social. Face aux condamnations prononcées, un vaste mouvement de soutien s'est immédiatement développé, avec aujourd'hui près de 150 000 signatures de l'appel à Hollande. La CGT soutient le mouvement en appelant à la création de comités de défense des Goodyear et en organisant un rassemblement le jeudi 4 février sur l'esplanade du Trocadéro à Paris.

La poursuite de la politique de cadeaux au patronat, d'austérité contre les travailleurs ne peut se poursuivre sans engager un bras de fer avec celles et ceux qui résistent. La mobilisation la plus large est indispensable pour faire reculer le gouvernement. Dès le 4 février, il faut engager d'autres rendez-vous, et avancer dans la construction d'un réseau de comités de soutien.

Robert Pelletier



CHARMAG

et pendant ces 82 jours, les grévistes ont mené une politique d'extension de la grève sur l'ensemble du département autour de revendications locales. Les bureaux de Clichy,

AUTOMOBILE

Les ventes augmentent... les profits aussi!

En 2015, les ventes d'automobiles neuves ont augmenté en France de 6,8%, mais il n'empêche qu'avec 1,9 million de voitures vendues, les niveaux d'avant la crise de 2008 ne sont pas rattrapés...

Cette augmentation vient surtout des ventes aux entreprises (flottes et voitures de fonction). En effet, la moitié des voitures neuves vendues en France l'est à destination des entreprises et des loueurs (+10% contre +2,5% pour les particuliers).

Les inégalités continuent de progresser : la bagnole pour tous, c'était avant! Dans les usines, il n'y a évidemment pas eu d'embauches correspondant à cette augmentation des ventes. Les voitures PSA ou Renault sont de plus en plus produites dans toute l'Europe et dans le pourtour méditerranéen. Et le surcroît de production effectivement observé s'est d'abord traduit par des intérimaires, Renault étant le champion toutes catégories avec plus de la moitié des effectifs de production en intérim...

PSA: ventes en hausse, emplois en baisse!

Ainsi PSA a vendu l'an dernier 2,973 millions de véhicules, soit une hausse de 1,2%. Avec près de 3 millions de voitures



Notre travail, leurs profits... DR

vendues, PSA est loin des 3,6 millions de voitures vendues dans le monde en 2010, mais ce qui compte pour l'activité des usines en France, ce sont les ventes en Europe. Des conditions de travail détériorées pour les uns, des profits en hausse pour les propriétaires actionnaires! Les profits des firmes automobiles sont

directement indexés sur leurs ventes. Salaires bloqués et travail précarisé en sont de plus en plus insupportables. Avec ces premiers résultats annoncés, l'année 2016 sera sûrement pour les firmes automobiles une année record de profits. À quand une année record de luttes?

Correspondant

POSTIER-E-S DE NEUILLY (92) -----
La victoire au bout de 82 jours

La mise en œuvre de la réorganisation, prévue le 2 novembre dernier, a obligé les agents à réagir. Il n'y avait plus le choix: soit il fallait accepter la délocalisation des tournées motorisées (service de remise du courrier aux entreprises) à La Défense, la suppression de 7 tournées vélo et la mise en place de l'auto-remplacement le lundi, mardi et samedi en plus de la partie sécable intégrée au casier¹ toute la semaine, soit il fallait faire grève. Le mouvement de grève a donc débuté le jeudi 29 octobre, il est resté majoritaire jusqu'à la reprise, ce mercredi 20 janvier.

Pendant ces 82 jours, les grévistes ont mené une politique d'extension de la grève sur l'ensemble du département autour de revendications locales. Les bureaux de Clichy,

Puteaux et Chatenay se sont saisis de la grève reconductible pendant une semaine et ont obtenu satisfaction, ainsi que sur le report jusqu'à 2016 du projet de rendre les heures supplémentaires

FORD BLANQUEFORT (33)

Convocations policières pour 4 syndicalistes

C'est avec surprise que nous avons reçu des convocations pour une audition « libre et sans garde à vue » (c'est bien précisé!) au commissariat de police de Paris 15... Le « nous », c'est plus précisément 4 militants syndicaux (3 CGT, 1 CFTC), mais logiquement, c'est l'ensemble des militants qui se sentent visés. « Surpris » parce qu'il s'agit visiblement de deux vieilles plaintes de Ford Europe suite à deux manifestations au Mondial de l'automobile à Paris en 2012 et 2014.



Samedi 4 octobre 2014 au Mondial de l'Automobile. C'est quand même plus joli comme ça! PHOTO:THÈQUE ROUGE / MB

Les dirigeants de Ford se heurtent depuis des années à une résistance collective à leur politique de chantage, de pression et de chasse aux coûts. Et nous savions que la multinationale ne supportait pas que son stand soit régulièrement envahi et redécoré (confettis, autocollants sur les véhicules...) en 2008, 2010, 2012 et 2014... À chaque fois, nous avons organisé des actions visibles dans cette tribune habituellement commerciale, pour toucher l'image de la marque, pour défendre nos emplois.

Sans nous le dire, Ford avait porté plainte par deux fois pour dégradations de son stand, ce que nous contestons. Des plaintes restées visiblement au fond d'une pile... Mais voilà qu'aujourd'hui elles deviennent prioritaires pour le parquet! Pas difficile de faire le lien avec le climat actuel de répression du mouvement social, avec les attaques contre les syndicalistes d'Air France ou de Goodyear.

Des convocations dans l'air du temps

Pour le patronat et le gouvernement, c'est l'heure semble-t-il de régler les comptes avec une contestation qui leur est insupportable. Nous ignorons les intentions du parquet à notre égard. Va-t-on vers un procès ou est-ce juste une opération d'intimidation? Le fait est que cela démarre de manière hasardeuse. À peine une semaine après avoir reçu les convocations, nous apprenons qu'elles sont repoussées à une date non déterminées suite à la demande de notre avocate d'auditionner à Bordeaux. Quoi qu'il en soit, nous allons nous défendre, d'autant plus que l'avenir de l'usine reste menacé à moyen terme. Et ce qui va aussi être important, c'est de faire le lien avec l'ensemble des équipes militantes victimes de la répression, de voir comment nous pourrions riposter avec nos collègues de Goodyear, avec les postierEs et tant

d'autres. Pour nous, la question reste de construire une mobilisation d'ensemble qui puisse changer le rapport de forces pour

stopper à la fois la répression et l'offensive patronale.

Philippe Poutou

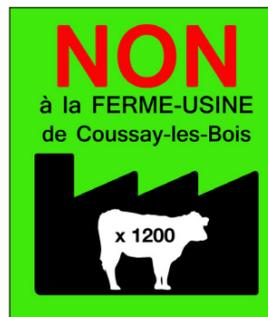
COUSSAY-LES-BOIS (86)

Non à la ferme usine!

Au nord-est de Poitiers, un industriel du solaire a eu l'idée de construire une usine pour élever 1200 taurillons.

Les deux premiers permis de construire parlent de production d'électricité. C'est dire. Puis est née l'idée de ferme usine (une de plus!), dans la lignée des sites agro-industriels, nouveau fer de lance de l'agrobusiness. Une prétendue agriculture qui détruit tout sur son passage. Et c'est un industriel de l'alimentation animale, la société Liot, qui porte désormais le projet. Le site se situe à la verticale de la nappe phréatique qui alimente en eau potable les communes voisines, sur une zone humide classée non constructible. Le projet inquiète les agriculteurs locaux (les taurillons seront alimentés avec des résidus de céréales impropres à la consommation). Comble de l'ironie, le site se situe sur l'emplacement d'un ancien centre d'enfouissement de déchets que l'association Aspect (à l'origine de la mobilisation) avait réussi à

faire fermer pour non-respect de la législation. Le maire de la commune s'est opposé aux permis de construire déposés,



mais c'est la préfecture de la Vienne qui a repris le dossier en main.

La population locale mobilisée

La mobilisation se développe. Après plusieurs réunions organisées par l'association Aspect, une manifestation appelée par l'association et la Confédération paysanne a réuni plus

de 500 personnes le samedi 16 janvier. C'est bien évidemment une première pour ce petit village, et un début prometteur pour la poursuite de la mobilisation en vue de l'abandon du projet. C'est la présence importante de la population locale – sans oublier le soutien allant d'EELV au NPA en passant par les différentes composantes du FdG, d'Attac, de la Confédération paysanne... – qui a permis le succès de cette manif. À noter également de nombreux autocollants en opposition à l'aéroport de NDDL. Un bon début d'année pour les mobilisations locales. D'autres sont en préparation, notamment contre l'état d'urgence et la déchéance de la nationalité à l'initiative d'un collectif d'étudiants qui a déjà largement contribué à la réussite des mobilisations locales contre la COP21.

Le NPA 86

BLANQUEFORT (33)

Une occupation militante et solidaire

Depuis octobre dernier, « Sherby », un collectif de jeunes militants a investi un bâtiment de Blanquefort inoccupé pour en faire un lieu solidaire, d'aide aux familles démunies et sans domicile. Une occupation qu'ils appellent « réquisition citoyenne ».

Ce bâtiment appartient à la Région (PS) qui n'en fait rien! Il n'y a pas si longtemps, y étaient logés des enseignants du lycée agricole voisin, mais depuis 2 à 3 ans, plus personne n'y habite. Alors le collectif, qui avait repéré cet endroit tranquille, a décidé de le rendre utile, histoire de remplir le rôle qui devrait être celui de l'État, de la Région ou de la commune.

Les militants de Sherby aménagent le bâtiment, récupèrent des meubles, de la vaisselle pour en faire un lieu vivable. Actuellement, deux familles sans-papiers y sont logées, mais la place se prépare pour d'autres. Grâce à un réseau d'associations (Méditerranéennes, logement, associations locales...), une organisation se met en place: récupération de vêtements et de nourriture pour les familles en difficulté et de livres scolaires pour des écoles en Afrique. Les stocks deviennent des magasins accessibles à celles et ceux dans le besoin. Les « occupants » travaillent aussi à l'extérieur: un potager est en préparation, et le jardin est aménagé en vue des beaux jours.

Menacé d'expulsion

Cette occupation – considérée évidemment comme « illégale » – est menacée d'expulsion par la préfecture. Plutôt que d'aider ce collectif, les pouvoirs publics se préparent donc à l'attaquer! Même la mairie (PS) refuse à ce jour d'aider le collectif, par exemple en réquisitionnant le bâtiment, ce qui empêcherait l'expulsion. Mais il semblerait que les 4 hectares de terrain autour du bâtiment soit la cible d'une opération immobilière. D'ailleurs, une association de quartier milite pour la sauvegarde de la bâtisse (XVI^e siècle) et de l'espace naturel. Cette action est un peu médiatisée (quotidien régional *Sud-Ouest*, site *Peu 89*), ce qui aide le collectif à populariser son appel à la solidarité adressé à la population. Des voisins apportent de la nourriture et un soutien bienvenu. Des syndicalistes comme ceux de l'usine Ford située à proximité ont aussi rendu des visites de soutien.

Philippe

Contact avec le collectif: <https://www.facebook.com/collectif.sherby>

Adresse pétition: <http://www.change.org/p/>

alain-rousset-un-toit-c-est-un-droit



de grève

obligatoires. Plusieurs journées de grève ponctuelles ont également été suivies majoritairement à Asnières, Malakoff, Courbevoie, La Garenne-Colombes et Nanterre. Deux appels à la grève départementale ont été massivement suivis. De mi-novembre à mi-décembre, la direction a donc dû faire face à une mobilisation continue dans le 92. Comme lors des grèves de 2009 et 2014, les postierEs des Hauts-de-Seine ont montré qu'ils ne connaissent pas de « frontières ». La visite du bureau de poste de Paris 15, un peu avant les élections régionales, a permis de s'adresser à d'autres postierEs. Ces liens sont une véritable bouffée d'oxygène. Ils prouvent que les salariéEs ne sont pas seuls à se poser certains problèmes.



Les grévistes devant la mairie de Neuilly en novembre dernier. DR

Une stratégie d'extension

L'une des particularités de cette grève, c'est la forme qu'a prise cette politique

d'extension, en allant jusqu'à Saint-Germain-en-Laye dans les Yvelines. Là encore, le défilé a été une prise de parole

commune SUD 92-CGT 78 sur ce bureau qui venait de subir une réorganisation. C'est la première fois qu'une grève sur deux départements et avec des syndicats différents a été menée à ce point conjointement. Durant ces 11 jours de grève à Saint-Germain, les grévistes de Neuilly ont aidé leurs collègues des Yvelines à débrayer, et deux véritables AG communes (une dans les Yvelines, l'autre dans les Hauts-de-Seine) ont eu lieu, ainsi qu'une fête de soutien commune 92-78. Les grévistes ont réussi à retourner graduellement en leur faveur l'embauche massive de facteurs visant à casser la grève de Neuilly, qui sont passés d'un total désintéressé à une écoute polie, pour finir par « sortir du casier » et participer à l'AG lors de la reprise du travail le 20 janvier. Au final, cette stratégie a permis d'obtenir une victoire très nette pour les postierEs

de Neuilly. La délocalisation est annulée, deux tournées supplémentaires ont été injectées, le lundi est le seul jour de sécabilité structurelle, la partie sécable intégrée au casier est retirée, le samedi sur deux non travaillé est maintenu. La direction est même revenue sur le licenciement d'un collègue intervenu en pleine grève. C'est bien sûr la démonstration que la lutte sert à quelque chose, mais surtout, qu'une orientation lutte de classe dans les grèves (caisse de grève, AG quotidienne, comité de grève, extension et convergence, refus des suppressions d'emplois...) permet de les faire gagner.

Correspondant

1- Le facteur trie toute la semaine le courrier dévolu aux journées de sécabilité (d'auto-remplacement). Cette forme d'organisation permet de pouvoir faire basculer n'importe quel jour de la semaine, en fonction des présentEs, en sécabilité.

Les Nôtres**Étienne Saunier**

Notre ami,
notre camarade, nous
a quittés vendredi
15 janvier.

Militant de la LCR depuis 1973, étudiant, puis membre des comités de soldat, il fut emprisonné en forteresse pour cela. Embauché comme téléphoniste au central de Rouen puis au centre de tri PTT, il fut un militant politique et syndical à la CGT avant de rejoindre Sud PTT auquel il a apporté toute l'énergie et l'exigence militante dont il était capable. Il a participé, animé de nombreuses luttes du centre de tri et dans l'agglomération rouennaise, comme celle du comité de grève interprofessionnel de Rouen qui œuvra pour la grève générale contre le plan Juppé en novembre-décembre 95. Il fut permanent LCR au début des années 80.

D'un internationalisme sans faille, il a été membre actif des comités Solidamos, Sarajevo, et ces derniers temps, il était militant au DAL et du Comité Syrie. Après avoir quitté le NPA en 2013, il est resté membre de la 4^e Internationale.

En 2014, il a accepté de participer en troisième position à la liste municipale de Saint-Étienne-du-Rouvray, soutenue par le NPA. Avec plus de 15% de voix, nous y avons eu 2 élus. Sa compagne et lui se sont fortement impliqués, comme toujours, dans la préparation collective des réunions, dans la rédaction des tribunes et dans les quatre pages régulières que la liste distribue à plus de 5000 exemplaires sur la ville.

Sa moustache, son humour, sa générosité, sa gentillesse, comme ses «coups de gueule» étaient célèbres, car Étienne était exigeant avec lui-même et avec ses camarades... Mais c'était toujours dans une recherche de l'excellence, pour progresser, pour faire mieux...

D'une très grande culture, il a tenu pendant de nombreuses années le stand librairie lors des fêtes politiques. Grand amateur de jazz et de musique, il aimait nous faire partager ses coups de cœur et ses découvertes. Il laissera un grand vide dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu. Nous adressons de sincères pensées à Christine sa compagne, à sa famille et à ses proches.

Le NPA de Rouen et ses anciens camarades de la LCR

Le meeting parisien de l'appel des 333 pour la levée de l'état d'urgence s'est tenu samedi dernier.

Félicitons-nous qu'il ait pu rassembler 1500 personnes venues écouter de nombreux orateurs...

Ainsi des parlementaires opposés à la politique sécuritaire actuelle – par exemple les députés verts Noël Mamère et Sergio Coronado –, des dirigeants politiques – Daniel Gluckstein du POID «lambertiste» ou notre camarade Olivier Besancenot –, syndicalistes et intellectuels. C'est donc un arc de forces très large qui s'est exprimé, du POID au NPA en passant par EELV ou diverses composantes du Front de gauche (PCF, PG...).

De nombreux intervenantEs ont rappelé le caractère liberticide de l'état d'urgence, des aménagements légaux qui l'accompagnent. L'historien Jean-Jacques Marie a ainsi rappelé que l'origine de l'état d'urgence, ce sont les mesures d'exception prises dans les années 50 contre les peuples colonisés et ceux qui les soutenaient. De même, de nombreux juristes ont insisté sur la signification du renforcement des pouvoirs de l'administration face à ceux de la justice, ce qui

Un meeting réussi pour la levée de l'état d'urgence

Ce 23 janvier à l'espace Charenton. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MILO

ne peut que renforcer le caractère autoritaire des institutions.

Et après on continue ?

On soulignera aussi l'intérêt des nombreuses interventions de syndicalistes, comme le message de Michaël Wamen de la CGT Goodyear ou celui d'un syndicaliste de l'AP-HP qui précisait s'exprimer au nom des syndicats CGT, SUD, FO et CFTC. Toutes ces interventions insistaient sur le lien à faire entre la remise en cause des libertés

publiques et les entraves aux luttes, alors que patronat et gouvernement multiplient les attaques.

On notera enfin que tant Olivier Besancenot que Daniel Gluckstein ont insisté sur la nécessité d'en finir au plus vite avec les interventions impérialistes, les frappes aériennes, dans cette région du monde. Sans doute peut-on regretter que les diverses interventions n'aient pas plus insisté sur la dimension ouvertement raciste de la politique de Valls-Hollande.

Reste la question des perspectives. Les initiateurs de l'appel proposent la mise en place d'une délégation chez Hollande, ce qui n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Regrettons donc qu'à ce stade, ils n'aient pas voulu s'engager dans la préparation de la manifestation de ce samedi 30 janvier, comme l'ont défendu le PG, les parlementaires Verts et bien entendu le NPA. La meilleure façon de donner un prolongement à ce meeting...

Pascal Morsu

**Les comités en action !****Louviers (27) Samedi 23 janvier, le moulin était rouge!**

Rouge des paroles de Gérard Filoche, invité pour commenter la réforme du code du travail voulue par le Medef et le gouvernement, de nos camarades Mehdi Locatelli, avocat, qui a expliqué simplement son indispensable utilité, et Thierry Philippot, syndicaliste, qui a illustré leurs propos par des exemples vécus dans les boîtes. Après le débat, la bonne centaine de participantEs sont ressortis mieux informés, et surtout ragailardis par le flot de d'arguments invitant à renforcer les collectifs de lutte dans les entreprises (syndicats, ...) et à ne rien lâcher. Rouge le soir encore des mots de Bernard Parisot, porte-parole du collectif unitaire contre l'état d'urgence, qui a dit toute l'importance de se battre contre cet état d'exception qui sert à museler les luttes, à diviser la société. Aussi, le 30 janvier, beaucoup seront dans la rue! Rouge de l'intervention d'Olivier Besancenot dont la présence était annoncée par une page et demie dans le journal local. «L'enfant du pays» a enflammé l'auditoire, brossé l'actualité et étrillé les guignols qui sont aux commandes. Invitant le monde du travail à avoir confiance en ses forces, sa dignité, ses capacités à changer de système, Olivier a trouvé les mots qui touchent, qui donnent envie de se regrouper et de se battre. Les interventions de la salle ont montré tout le ras-le-bol ressenti, toute l'humiliation et la souffrance vécues, mais surtout la volonté d'en finir avec les injustices et la résignation, tout en exprimant la difficulté à réussir un mouvement qui gagne. Une collecte auprès des 120 présentEs a récolté plus de 200 euros. «L'Internationale» et «On lâche rien» d'HK ont clôturé ce temps militant, convivial et motivant. Puis, ce fut le temps du repas partagé, avec musique et chansons, discussions et rigolades... et l'envie de recommencer.

Quimper (29) Bretagne ouverte et solidaire.

La manifestation en soutien à l'accueil des migrants et contre le groupuscule néo nazi ADSAV a été ce samedi 23 janvier, un succès éclatant, malgré une pluie battante... Près d'un millier d'antifascistes, d'antiracistes et de citoyens pour le vivre ensemble, se sont rassemblés, puis ont manifesté dans le centre de Quimper, alors qu'en face de l'Odet (fleuve qui traverse la ville), une petite centaine de fascistes d'ADSAV écumaient et vociféraient leur haine de l'étranger. Déjà dimanche dernier, dans la petite ville de Fouesnant qui accueille 27 Kurdes Irakiens, près de 300 personnes s'étaient réunies pour les soutenir et les accueillir dignement face aux provocations haineuses d'ADSAV et du FN. À Quimper, l'initiative a été lancée par le collectif antifasciste et s'est élargie à de nombreuses associations, syndicats et partis, dont le NPA qui fut dès le début partie prenante de l'organisation et de l'animation de cette action. Un succès notable, par le nombre, la force et l'élargissement de ce mouvement, qui fut, malgré tout, stoppé sur les quais par les CRS qui nous refusèrent la possibilité de continuer notre parcours. Il s'en est suivi un face à face, séparé par les eaux bouillonnantes de l'Odet entre le millier d'antifascistes et la centaine de néonazis. Dépitée par cette déconvenue, les nazillons, comme à leur habitude, ont tenté de «ratonner» dans la soirée, coursant et menaçant de jeunes antiracistes et s'en prenant à un bar où quelques antifascistes prenaient un verre. Le succès de cette initiative démontre que, dans la rue et dans l'opinion, nous pouvons inverser la tendance et combattre le racisme et la haine par la détermination et l'unité offensive.

Orléans (45) Plus de 150 personnes au meeting contre l'état d'urgence.

Ce meeting avait lieu jeudi 21 janvier. Il a commencé par un compte rendu fait par des syndicalistes de la FSU et de SUD des démarches unitaires effectuées pour arriver à rassembler plus de 20 associations, syndicats

et partis pour se mobiliser contre l'état d'urgence. Des syndicalistes qui ont aussi dénoncé les dérives de l'Éducation nationale qui a mis en place ses propres fiches "S". Les participantEs ont pu ensuite entendre un avocat citer un exemple concret sur Orléans des mesures judiciaires et policières extrêmes appliquées à une personne. Une longue explication sur les nouvelles «règles» qui autorisent notamment l'armement des polices municipales, voire bientôt les polices des transports et autres, ainsi que les méthodes de violences systématisées dans le cadre des interpellations à domicile. Puis un animateur de Labomedia a pris la parole sur le «flitage» de l'informatique et de la téléphonie: frissons dans le dos, la police nous écoute! Puis une «rafée» mise en garde à vue lors de la manifestation parisienne contre la COP21 (que la police avait empêché de se tenir en arrêtant des centaines de personnes!) a raconté son expérience. Un large débat s'est ouvert avec la salle sur la nécessité pour toutes et tous de continuer à se mobiliser jusqu'au retrait pur et simple de l'état d'urgence et des mesures répressives ou celles prévues autour de l'idée (du FN!) de déchéance de la nationalité, poison de la division de la classe ouvrière.

Auxerre (89) L'appel devient réalité... et manifestation!

Depuis le 20 décembre, le comité NPA d'Auxerre avait lancé un appel pour la création d'un collectif anti état d'urgence dans l'Yonne. Un appel bien reçu par divers collectifs citoyens, Attac et Ensemble!, qui en commun, ont décidé de lui donner vie en créant tout d'abord une liste de discussion pour pouvoir échanger et mobiliser. Au cours d'une réunion publique le 14 janvier (organisée par un collectif citoyen local) sur la question de l'état d'urgence, la création du collectif a été publiquement officialisée. Plus de 60 personnes ont signé l'appel à l'issue de la réunion. Une réunion d'organisation a eu lieu le 22 janvier pour préparer une manifestation à Auxerre ce samedi 30 janvier (place de la Mairie à 15h). Cette première réunion de

travail, à laquelle ont participé une trentaine de personnes, a permis de renforcer le collectif en créant différentes commissions et définir les modalités d'action du 30 janvier. Le comité NPA jeunes d'Auxerre et plusieurs sympathisantEs mobilisent aussi sur un établissement auxerrois.

Dijon (21) La manifestation se prépare...

Dans le cadre de l'appel «Nous ne céderons pas», le collectif local est constitué de militantEs d'Amnesty international, de La Ligue des droits de l'homme, du Collectif contre l'islamophobie, de l'association France Palestine Solidarité, d'ATTAC, de l'Association des travailleurs maghrébins de France, de la CGT, FSU, Solidaires, de la CIMADE, du MRAP, de la Ligue de l'enseignement, du Mouvement de la paix, de RESF, de l'UJFP, et de SOS refolements. Reprenant le texte national, les partis ne peuvent pas le signer, mais le NPA 21 tout comme le PCF 21 soutiennent cette initiative. Une manifestation aura lieu le 30 janvier (à partir de 14h30 place de la Libération), avec une prise de parole au nom du collectif suivie d'un défilé «silencieux», mais chacun peut amener ses propres pancartes. Une demande d'audience a été faite à la préfecture pour conclure la manifestation. La banderole commune aura comme slogan «Non à la déchéance de nationalité. Non à l'état d'urgence permanent».

Isère Des initiatives contre l'état d'urgence.

À Grenoble, Échirolles et sur le campus, plusieurs initiatives vont avoir lieu cette semaine... Jeudi 28, réunion publique à la fac «pour la levée de l'état d'urgence» à l'appel de Alternative libertaire, LO, l'UEC, le NPA jeunes, Sud éducation et Solidaires étudiants. Le lendemain, «6 heures pour la paix, la fraternité et contre les amalgames» organisées par la CGT, la FSU, Solidaires, l'Unef et l'UNL, une quinzaine d'associations locales ou nationales, EELV, Ensemble, le NPA, le PCF, le PG, le PRCF, le PCOF. Même si ces 6 heures, préparées pour débattre et faire la fête ne

sont pas clairement liées à l'état d'urgence, les différentes introductions – de la secrétaire de l'UD CGT, d'une militante de l'AFPS, d'un militant kurde, d'un jeune de l'association de quartier «Vie et Partage» – permettront aussi de faire le point sur la situation politique créée notamment par l'état d'urgence. Et le 30 janvier, en centre ville, comme dans beaucoup de villes, il y aura une manifestation appelée par de nombreuses associations, syndicats et partis.

Bordeaux (33) En action et en débats.

Un collectif unitaire «pour combattre l'état d'urgence» s'est mis en place. La première réunion a été un succès, regroupant des syndicats (CGT, Solidaires, FSU et Syndicat des Avocats de France), des partis (NPA, PCF, PG, Ensemble, PCOF, EELV et LO à titre d'observateur), et des associations (LDH, Attac, AC!, UJFP)... Au-delà de l'état d'urgence et de la déchéance de nationalité, le lien a été fait avec l'ensemble des mesures liberticides, dont les attaques contre les syndicalistes, Goodyear, Air France, Ford... La défense des migrantEs a aussi été abordée. Le collectif s'inscrit dans la durée avec l'objectif d'un Comité de vigilance et l'organisation de débats. Plusieurs militants ont rappelé l'expérience du comité de défense des libertés (Codel) qui s'était constitué en 2005 avec des syndicats, partis et associations, en solidarité avec les postiers du centre de tri de Bègles (14 syndicalistes mis en garde à vue après intervention du GIPN, avec à la clé un licenciement et des mises à pied allant jusqu'à deux ans). Ces premiers échanges devraient permettre de réussir une belle manifestation ce samedi 30 janvier, même si il est clair que nous n'avons pas tous la même approche, certaines organisations se situant sur un terrain très institutionnel, se limitant à ce stade au texte national «Nous ne céderons pas» qui demande par exemple à l'État de «protéger les habitants du terrorisme»... et qui présente «le pouvoir judiciaire (comme un) gardien des libertés». De quoi discuter...

Essai

Discriminations : combattre la glottophobie

Philippe Blanchet, Textuel, 2016, 14,90 euros

En 2012, Philippe Blanchet, professeur de sociolinguistique à l'université de Rennes, expert en politique linguistique et éducative (Agence universitaire de la francophonie, Organisation des Nations unies, Conseil de l'Europe) et militant à la LDH, animait à l'Université d'été du NPA, un atelier nommé « Discriminations linguistiques et discriminations sociales : combattre la glottophobie »...

Trois heures de débat sur cette question, ses ancrages historiques et idéologiques, ses manifestations multiples à l'école, à l'université, à l'embauche, au logement, à l'accès aux titres de séjour et à la nationalité française. À la sortie de l'atelier, nous étions quelques-uns à demander à Philippe Blanchet où on pouvait trouver une synthèse « grand public » de ses travaux universitaires sur la glottophobie. Voilà chose faite avec, en prime, des témoignages analysés de victimes de la glottophobie. Mais, la glottophobie, quésaco ? Le fait de discriminer des personnes en fonction de leur langue ou de leur façon de parler une langue. Par exemple, celui ou celle qui parle algérien ou qui a un accent populaire, souvent coloré des influences d'une langue régionale ou « de l'immigration », est sous-titré

dans les émissions télé. Et, dans sa vie scolaire, sociale et professionnelle, il/elle est invité à assimiler le modèle linguistique des dominants comme préalable à son accès à l'égalité : un accent, un vocabulaire, une syntaxe Neuilly... bref une autre langue, sans corps, sans histoire, sans contacts et loin du peuple.

Discriminations linguistiques
Rarement discutées dans le paysage discursif politique français, globalement jacobin et attaché à une langue unique dans sa version standardisée et aseptisée, ces discriminations linguistiques restent ignorées et, avec elles, celles et ceux qui les subissent. Pire, les discriminations fondées sur des aspects linguistiques, pourtant condamnées par des textes internationaux de protection des droits de la

personne, sont globalement acceptées par les dominés (l'auteur, s'appuyant sur Gramsci, parle d'ailleurs d'hégémonie). Cela permet aux dominants de conserver leurs privilèges à différents niveaux de la société, aux postes de pouvoir et dans l'espace médiatique (on trouve dans l'ouvrage un témoignage de Philippe Poutou, victime de cette glottophobie lors de son passage dans une émission télé de L. Ruquier). La glottophobie se déploie et se reproduit à l'école : les enseignantEs, non conscients des enjeux de l'imposition d'une langue unique et d'une façon unique de parler construisent, malgré eux/elles, des discriminations et des représentations glottophobes. L'ouvrage permet ainsi de comprendre comment s'est développée et se maintient dans de nombreuses sociétés, et en particulier en France, une glottophobie banalisée et institutionnalisée. L'objectif est de susciter des vigilances face aux discriminations linguistiques, de saisir leurs conséquences humaines, sociales, éthiques et politiques. Pourtant, comme le propose cet ouvrage, d'autres conceptions des langues peuvent être enseignées sans nuire à l'intercompréhension et au faire ensemble. Des conceptions ouvertes à l'altérité, à la différence, au



tissage et au métissage. Elles contribueraient à construire un autre monde, libérant les locuteurs/trices de leurs peurs de « mal parler » et de « mal écrire », pour s'autoriser à prendre la parole et la plume dans l'espace public. Avec cet ouvrage, Philippe Blanchet offre des arguments solides (la rigueur scientifique est là et le jargon évité) pour se défendre contre les agressions glottophobes et envisager un autre ordre linguistique, et donc politique. Conscients des enjeux et modalités de mise en œuvre de la glottophobie, on pourra désormais la combattre.

Stéphanie Clerc Conan

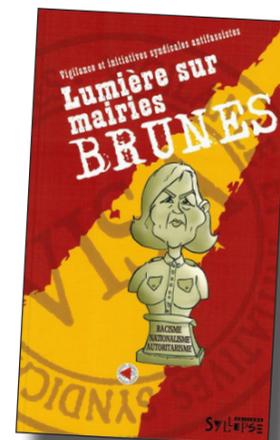
Rencontres de La Brèche

Avec Philippe Blanchet
autour de son livre
Mercredi 3 février à 18h30
à la librairie La Brèche

Essai

Lumière sur mairies brunes

VISA, Éditions Syllepse, 2015, 5 euros



Un opusculé précieux pour faire le point, plus d'un an après les municipales, de la gestion des villes FN ou de proches, comme la Ligue du Sud de Bompard ou Ménard à Béziers. 11 villes, soit 453 000 personnes, vivent actuellement dans ces communes. Il y a 1400 conseillers municipaux dont 1200 FN. Souvent élus dans le cadre de triangulaires voire quadrangulaires aux dépens de la droite, et bien que 2 de ces 11 maires aient déjà eu leur élection contestée, jamais le FN et proches n'ont administré autant de villes, surtout en Région PACA, approfondissant ainsi leur implantation.

Les mesures prises ont d'abord été surtout symboliques : suppression du local de la LDH par Steeve Briois à Hénin-Beaumont, annonce de refus de repas de substitution pour ceux qui ne mangent pas de porc à la cantine, ou encore non participation du maire de Villers-Cotterêts à une cérémonie pour l'abolition de l'esclavage... Il y a eu aussi des sorties médiatiques : contre les kebab, la présence de trop d'enfants immigrés dans les classes, ou encore contre la danse orientale ! Mais après un an où les maires ont dit hériter des budgets de leurs prédécesseurs, on commence à voir leur propre gestion : pour certains maires, diminutions drastiques de subventions à des centres sociaux, CCAS et associations de quartier récalcitrants, ou fin de la cantine et des transports et TAP gratuits pour les enfants défavorisés pour d'autres. Avec l'embauche de policiers municipaux (seules embauches des mairies FN) comme à Béziers, où ils sont maintenant armés et 80 pour 72 000 habitantEs ! Cela se traduit enfin par des mutations de cadres désobéissants et des suppressions de postes.

Il commence y avoir des réactions, comme cette grève en mai dernier à Hayange contre la fin du contrat d'une auxiliaire de puériculture, Rachida, suivie de la création d'un collectif de parents. Des syndicalistes de plusieurs villes FN commencent aussi à se réunir à Béziers et dans la région de Hayange... A suivre !

Monica Casanova

Paru dans Anticapitalistes 33 n°60 (décembre 2015), revue du NPA 33.

Cinéma

Je suis le peuple

d'Anna Roussillon. Sortie le mercredi 13 janvier

Documentaire, et premier long métrage, réalisé par Anna Roussillon sur le printemps égyptien, des premières manifestations en janvier 2011 qui feront tomber Moubarak à la reprise en main par le colonel Sissi en 2013. Le tout vu d'un village du sud égyptien, près de Louxor, à 700km de la place Tahrir, dans une famille de paysans modestes.

Ce point de vue original est le résultat d'un ratage initial. Anna Roussillon rentre en Europe quelques jours avant le déclenchement de la révolution, et

ne peut que suivre les événements à la télévision, comme une grande partie de la population égyptienne. Du coup, elle assume le point de vue excentré et s'attache à la famille qu'elle a rencontrée lors d'un précédent repérage. Pendant 3 ans, se succèdent de longs tableaux de la vie quotidienne où la révolution pénètre par la lumière bleue du poste de télé. La réalisatrice prend le temps de filmer les jeux des enfants, la farine qu'on pétrit, le sillon d'irrigation qu'on élargit, la mise en marche du moteur de la pompe, le moulin à farine, la dalle de ciment que



l'on pose, et en même temps recueille les réflexions, les pensées à haute voix, les réactions aux événements, comme des confidences intimes faites à la caméra.

Celle-ci est placée au ras du sol, à hauteur des enfants, des femmes qui gardent les moutons, des hommes qui discutent. Anna Roussillon intervient

peu. Quelques rares questions opportunes et des réponses faites au spectateur que nous sommes. La vie de tous les jours renvoie la place Tahrir très loin, et pourtant on perçoit l'onde de choc qu'elle a produit, la mobilisation, les interrogations, les difficultés et les retours en arrière.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans ce documentaire exceptionnel, c'est la qualité de l'immersion de la documentariste dans la famille, dont elle devient une des membres, en permanence hors champ, qui se confond avec la caméra. Pour tout dire, une œuvre splendide tant du point de vue technique que pour ce qu'elle nous permet de comprendre. À ne pas manquer.

Jean-Marc Bourquin

Hommage

Ettore Scola, nous l'avons tant aimé

Le cinéaste italien Ettore Scola vient de mourir à 84 ans. Il nous lègue une quarantaine de films dont des chefs-d'œuvre inoubliables qui nous permettent de mieux comprendre la société italienne et son histoire.

« Nous voulions changer le monde, et c'est le monde qui nous a changés », fait dire Ettore Scola à Nicola, une personnage de l'un de ses films culte, *Nous nous sommes tant aimés*. On peut supposer en effet que Scola espérait changer le monde quand il tournait des films documentaires pour le PC italien, sur la fête de l'Unità ou sur les luttes des ouvriers de Fiat. Pourtant son œuvre échappe à tout didactisme, à tout ce qui pourrait ressembler

de près ou de loin à du réalisme socialiste. Scénariste à ses débuts, il contribue à la réussite de films d'autres cinéastes engagés, tel *Il Sorpasso* (*Le fanfaron* - 1962) de Dino Risi, sublime critique du mâle italien, macho, vantard, amateur de femmes et de belles voitures. À une époque où la tendance était plutôt à vendre les charmes de Gina Lollobrigida ou de Sylva Koscina, on peut dire que Scola fut féministe avant l'heure. Son premier film, *Parlons femmes* (1966) pointe à nouveau le sexisme de la société

italienne. On y retrouve Vittorio Gassman, abonné aux rôles de dragueur imbu de lui-même et de mari volage, qui deviendra l'un de ses comédiens fétiches.

Précurseur

Dans tous les films de Scola, on rencontre d'ailleurs non seulement des machos mais aussi de beaux personnages de femmes, tel celui de Sophia Loren dans *Une journée particulière* (1977), sans doute son chef-d'œuvre et celui qui en dit le plus long sur l'impact du fascisme sur ce que la société a de plus intime, les relations familiales et sexuelles. Mastroianni y apparaît sous les traits d'un intellectuel homosexuel chassé de la Radio nationale pour son orientation et ses idées antifascistes, qui va

rencontrer une mère de famille restée seule au foyer alors que son mari et ses enfants assistent à la grande parade qui accompagne la rencontre entre Mussolini et Hitler. Sur ce terrain Scola apparaît aussi comme un précurseur car l'homosexuel restait bien souvent un sujet de dérision dans le cinéma italien, y compris hélas dans les films de quelques-uns des plus grands de l'époque. Sans jamais se lancer dans le discours politique, il réussit à nous faire comprendre beaucoup de choses sur le fascisme.

Scola avait déjà frappé un grand coup l'année précédente avec *Affreux, sale et méchants* (1976) qui décrit la vie dans un bidonville de la banlieue de Rome où les HLM poussent comme des champignons. Sa description

quasi clinique des mœurs de ces laissés-pour-compte, y compris dans ce qu'elle a de plus sordide, ne tombe jamais dans le mépris condescendant : on comprend que c'est le système social qu'il faut accuser et non les individus. Membre du PC italien, Scola participera comme ministre de la Culture à un cabinet fantôme mis en place par la direction du parti en 1989. Mais la grande époque du cinéma italien est terminée, tout comme celle du PC en voie de complète

social-démocratisation. Déjà, en 1980, dans *la Terrasse*, film bavard et beaucoup moins réussi qui met en scène des intellectuels désabusés, Scola exprimait la démoralisation de toute une génération... et sans doute la sienne. Cela ne l'a pas empêché de soutenir différentes causes jusqu'à la fin de ses jours, et en particulier de combattre Berlusconi et ses paillettes. Mais l'espoir de changer la société avait disparu.

Gérard Delteil



Calais: «La mobilisation ne se limite pas à une manifestation, elle se construit dans le temps»

Entretien. Suite à la manifestation de soutien aux migrantEs qui s'est déroulée à Calais samedi 23 janvier, nous avons rencontré un de ses organisateurs locaux, Philippe Wannesson.



DR

Peux-tu nous présenter Passeur d'hospitalités ?

Passeurs d'hospitalités est un blog centré sur la situation des exiléEs à Calais, qui se veut un moyen d'informer, d'alimenter la réflexion et de déconstruire certaines représentations.

Quel bilan tirez-vous de la manifestation de samedi dernier ?

C'est un succès en termes de nombre de personnes, avec la participation de personnes venues d'ailleurs (Paris, Lille...), d'exiléEs habitant le bidonville, et très peu de CalaisienNEs. Mais dans son impact politique elle vient renforcer des effets que nous n'aurions pas voulu renforcer.

Le lendemain, a eu lieu une manifestation «pour Calais», qui au départ devait aborder la question des exiléEs de manière plutôt pacifiée, style il faudrait un vrai camp de réfugiéEs pour que ça se passe mieux... Et en fait, les deux manifestations ont été opposées, «eux» et «nous» glissant en «pro» contre «anti-migrants», avec la maire de Calais Les Républicains raflant la vedette de la manifestation du dimanche. À court terme, l'évacuation de la question sociale pour lui substituer le «problème des migrants» au cœur du débat public est confortée, avec l'opposition entre «nous», les CalaisienNEs regroupés autour de leur maire de droite, et «eux», les gens venus d'ailleurs, «migrants» ou droit-de-l'homnistes, voire ultra-gauches No Border...

L'inflation médiatique autour de l'after que se sont offerts des exiléEs après la manifestation – entrer dans le port et monter sur un bateau – a renforcé ce clivage.

Pensez-vous que l'on peut faire bouger les autorités par la mobilisation ?

La mobilisation ne se limite pas à une manifestation, elle se construit dans le temps. Sachant qu'on rencontre à Calais la superposition de politiques locales, françaises, franco-britanniques, européennes, et que les lieux de décision ne sont essentiellement pas locaux. Sachant aussi que Calais est un point sur une frontière et un point sur des parcours...

Concernant spécifiquement Calais, l'enjeu est maintenant la mobilisation du tissu calaisien, de manière à sortir le débat de l'opposition entre «eux», d'ailleurs, et «nous», les locaux plus ou moins assiégés, avec tout un discours victimaire instrumentalisé par la droite et l'extrême droite.

Il y a eu deux réunions de préparation à Calais pour la manifestation du 23 janvier. Mais le tissu de soutien aux exiléEs est très divers et peu coordonné. Une multitude d'initiatives individuelles et de petits groupes, des associations humanitaires plus anciennement installées, de grosses ONG agissant à l'international, une diversité d'acteurs nouveaux, principalement britanniques et belges, très présents sur le terrain. Et une séparation entre

le tissu de soutien aux exiléEs et le reste. La dernière mobilisation – qui fédérait plus largement, y compris des partis et des syndicats – date de 2011, avec le collectif D'ailleurs nous sommes d'ici.

C'est un travail à faire localement, qui vient en plus du reste, mais il est important que des mobilisations comme celle de ce 23 janvier puissent servir de point d'appui. Il sera aussi probablement nécessaire d'élargir la mobilisation nationale pour qu'elle facilite l'élargissement de la mobilisation locale.

On ressent une certaine démobilitation des forces politiques sur Calais. Pensez-vous que la manifestation de samedi soit de nature à redonner un nouveau souffle au soutien ?

La contradiction des organisations de gauche à Calais est qu'elles peinent à rendre audible la question sociale, qui touche les habitantEs «au long cours» de Calais : la désindustrialisation, le chômage, le mal logement, les relations de travail qui se durcissent... Et faute de perspective alternative pour le territoire et la société en général, elles peinent à reposer la place des exiléEs, des habitantEs de passage, des personnes bloquées à la frontière, dans cette vision qu'elles n'ont pas ou n'affirment plus. Elles ont

donc du mal sortir d'une vision compassionnelle.

Les organisations de gauche ont aussi des difficultés avec leurs adhérentEs qui sont sensibles au discours sur «les migrants», sur leur présence comme menace

sur l'emploi. Il va donc falloir un travail plus en profondeur pour les remobiliser, sachant qu'on n'a pas le choix... Ne pas le faire, c'est laisser le terrain à l'extrême droite.

Propos recueillis par Martine Tessard

Liberté de circulation! Libération immédiate et retrait de toute charge pour les manifestantEs arrêtés à Calais!

Ce samedi 23 janvier, 3000 migrants, réfugiés de la Jungle, réfugiés et sans-papiers de Paris, de Marseille, de Lille et d'ailleurs, membres de mouvements de solidarité de Calais et sa région et d'autres villes, militantEs venus d'Angleterre, de Belgique et d'Allemagne, ont manifesté à Calais. C'est la plus grosse mobilisation sur ce sujet ayant eu lieu à Calais. Au même moment, des manifestations du même type ont eu lieu à Evros, à la frontière entre la Grèce et la Turquie, et à Lampedusa.

Malgré quelques provocations, très peu nombreuses, de l'extrême droite, la manifestation a eu le visage de la détermination et de la solidarité. La confiance transmise par cette magnifique manifestation a amené des centaines de migrants à décider d'obtenir ce qu'ils revendiquent légitimement, leur liberté de circulation. Après la fin de la manifestation, débordant les forces de police, ils ont manifesté jusqu'au port pour tenter d'embarquer sur un bateau. Plusieurs dizaines ont même réussi à entrer sur un ferry à quai. Suite à cette action, la police a arrêté au moins 11 personnes solidaires et 24 migrants. La manifestation a été la démonstration que la solidarité est un projet de société qui a bien plus d'avenir que les politiques menées actuellement, qui font de Calais une ville sinistrée et barbelée.

Nous exigeons donc la libération immédiate de tous les manifestantEs arrêtés, quels que soient leur statut ou leur nationalité, et le retrait de toutes les charges.

Le collectif unitaire d'organisation de la manifestation
Premiers signataires: AL, ATMF, CNT-RP, CISPM, CSP 75, DAL, Droits Devant!!, Ensemble, FASTI, IJAN, NPA, UL Solidaires 5°...

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Reporterre
le quotidien de l'écologie

JUNK FOOD.

En amont des chaînes de fabrication,

comment sont élevées les volailles à nuggets et d'où viennent-elles? (...)

Parmi les messages publicitaires très souvent ressassés par McDonald's: «Nous faisons travailler vos producteurs locaux.» Pourtant, seuls les steaks hachés sont garantis 100% français sur le site du restaurateur. Pas la viande de poulet. «Principe de précaution au cas où une nouvelle grippe aviaire frapperait le territoire et que nous devions changer de fournisseur.» Et la vache folle, alors? L'attaché de presse affirme que tous les poulets sont élevés en France. Alors, pourquoi ne pas s'en vanter? Pas de réponse. Et du côté de KFC, c'est le silence absolu: la chaîne est muette comme une carpe.

En tant que directeur de la santé animale et du bien-être des animaux pour l'Anses, Gilles Salvat a visité des fermes d'élevage, hangars fermés de 20 000 poulets, en Bretagne et dans les Pays de la Loire pour la plupart. À l'intérieur ces poulets dits «standards» vivent enfermés, sans lumière du jour. «Mais ils sont en liberté!» précise Michel Salion, de Cargill, qui entend par là que ce ne sont pas des poulets élevés en batterie, mais des espèces hybrides à croissance rapide, issues de souches lourdes, c'est-à-dire destinées à développer de la chair. Leur durée de vie? 50 jours en moyenne avant abattage, contre 100 jours minimum pour les poulets labellisés. Pour quelle densité de population? «Entre 18 et 21 animaux au m2 contre une moyenne de 11 par m2 en intérieur et 2 par m2 en extérieur pour un poulet de plein air», selon le chercheur. (...)

Les nuggets sont-ils si dangereux pour la santé? La nutritionniste Paule Neyrat abonde dans ce sens: «Ils sont nocifs: trop gras et contenant trop d'additifs dont on sait maintenant qu'ils ont des conséquences néfastes pour la santé.» Christophe Brusset, ingénieur agroalimentaire, déplore quant à lui le laxisme politique et le manque de contrôle sur les chaînes industrielles: «En vingt ans de métier, je n'ai été contrôlé que deux fois. C'est infime. (...) Bien sûr, le but d'une entreprise, c'est de gagner de l'argent. On ne peut pas reprocher ça, mais la plus grosse faute est l'absence de règle: on vous autorise 300 additifs, 300 auxiliaires technologiques qu'il n'est pas obligatoire de déclarer. On vous autorise à gonfler la viande d'eau autant que vous voulez, ou bien à ne quasiment pas mettre de viande dans des nuggets de poulets...» (...)

«Les secrets de la fabrication des Nuggets», Sarah Lefèvre, Reporterre du lundi 25 janvier 2016

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	28 €	56 €	20 €	40 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an		
	22 €	44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 6 mois	<input type="checkbox"/> 1 an
	50 €	100 €	38 €	76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1	Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois	<input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org